



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 FÉVRIER 1922.

QUEBEC, SATURDAY 4TH FEBRUARY, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

31

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the Gazette number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

32

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes :

Québec, le 21 janvier 1922.

M. J.-B. Hébert, médecin, de Grand'Mère, comté de Champlain, juge de paix pour le district de Trois-Rivières :

MM. Gaspard Genest et Edmond Lenenville, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Sylvère, comté de Nicolet, juges de paix pour le district de Nicolet.

MM. J.-A. Giroux, marchand, de Highwater ; A.-C. Johnson, marchand, et Arthur Leduc, meunier, de Mansonville, comté de Brome, juges de paix pour le district de Bedford. 509

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 23 février 1917, pour le canton de Eaton, comté de Compton, et de nommer par commission en date du 19 janvier 1922, MM. Joseph-Alfred Labonté, cultivateur, Archibald Robertson Bowen, gérant, et Herbert William Waldron, cultivateur, tous de Sawyerville, comté de Compton, membres de ladite cour. 511

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 21st January, 1922.

J. B. Hebert, physician, of Grand'Mère, county of Champlain, to be a justice of the peace for the district of Three Rivers :

Gaspard Genest and Edmond Lenenville, farmers, of the parish of Saint Sylvère, county of Nicolet, to be justices of the peace for the district of Nicolet.

J. A. Giroux, merchant, of Highwater ; A. C. Johnson, merchant, and Arthur Leduc, miller, of Mansonville, county of Brome, to be justices of the peace for the district of Bedford. 510

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 23rd of February, 1917, for the township of Eaton, county of Compton, and to appoint by commission dated the 19th of January, 1922, Joseph Alfred Labonté, farmer, Archibald Robertson Bowen, manager, and Herbert William Waldron, farmer, all of Sawyerville, county of Compton, members of the said Court. 512

Arrêtés en Conseil

CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 25 janvier 1922.

Present : le lieutenant-gouverneur en Conseil. Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Amable, dans le comté de Verchères, le sixième jour de septembre 1921, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns

Orders-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 25th January, 1922.

Present: the Lieutenant Governor in Council. Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Amable, in the county of Verchères, on the sixth day of September, 1921, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French

des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Amable, dans le comté de Verchères, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,

Le greffier du Conseil exécutif,

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 25 janvier 1922. 463

language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Amable, in the county of Verchères, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, 25th January, 1922. 464

Proclamations

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur- }
Général. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec," laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et située dans la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la Rivière-Boyer";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où il est détaché, une population de trois cents âmes;

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Deputy-Attorney- }
General. } WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law :

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Lauzon, county of Lévis, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of Rivière-Boyer";

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which it is detached, a population of three hundred souls ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "La municipalité de la Rivière-Boyer".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Le territoire, dans le comté de Lévis, à être érigé en "La municipalité de la Rivière-Boyer", est pris dans la seigneurie de Lauzon et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, sont les suivantes, savoir:

Vers le nord-est: la ligne interparoissiale entre Saint-Charles et Saint-Henri-de-Lauzon, depuis l'angle extrême est de cette dernière paroisse jusqu'au lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290);

Vers le sud-est: la paroisse de Saint-Gervais-et-Protas et celle de Saint-Anselme, jusqu'à la rivière Etchemin;

Vers le sud-ouest: la rivière Etchemin, en descendant son cours, le long des concessions "Jean-Guérin-Nord-Est" et "Bois-Clair-Sud";

Vers le nord-ouest: les lots numéros deux cent quatre-vingt-dix, deux cent cinquante-deux, cent soixante-deux (290, 252, 162), puis les limites nord-est, sud-est et sud-ouest du village de Saint-Henri, jusqu'à la rivière Etchemin et cette rivière, en remontant son cours, jusqu'à la borne sud-ouest en dernier lieu déterminée, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, et forme une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la Rivière-Boyer" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

459

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of Rivière-Boyer".

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory in the county of Lévis, to be erected into "The municipality of Rivière-Boyer" is taken in the seigniorship of Lauzon and will be detached from the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Lauzon; its boundaries, with reference to the official cadastre for the said parish of Saint-Henri-de-Lauzon, are as follows, to wit:

Towards the northeast: the interparochial line between Saint-Charles and Saint-Henri-de-Lauzon, from the east extreme angle of the latter parish up to the lot number two hundred and ninety (290);

Towards the southeast: the parish of Saint-Gervais-et-Protas and that of Saint-Anselme, up to the Etchemin River;

Towards the southwest: the Etchemin River, downstream, along the concessions "Jean-Guérin-North-East" and "Bois-Clair-South";

Towards the northwest: the lots numbers two hundred and ninety, two hundred and fifty two, one hundred and sixty two (290, 252, 162) then the northeast, southeast and southwest limits of the village of Saint-Henri, up to the Etchemin River and this river, up-stream, to the southwest boundary lastly determined, is detached from the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Lauzon, and shall henceforth form a separate municipality of under the name of "The municipality of Rivière-Boyer".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY FIFTH day of January, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

460

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procurer-
Général.

AT TENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette Officielle de Québec", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit, situé dans les cantons de Cabot et de Massé, dans le comté de Rimouski, et érigé en paroisse civile sous le nom de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc, Nous a été présentée, demandant d'ériger ce territoire en municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'il n'appartient à aucune municipalité;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire faits selon les exigences de la loi ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc", est situé dans la municipalité du comté de Rimouski et sera formé:

1.—Dans le canton de Cabot: des lots numéros de—y compris—vingt-un (21) à cent cinquante-six inclus, du premier rang et de ceux numéros

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General.

WH EREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described, situated in the townships of Cabot and Massé, in the county of Rimouski, and erected into a civil parish under the name of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc, has been presented to Us, making application to erect this territory into a municipality under the name of "The municipality of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc";

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that it does not belong to any municipality;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory made according to the requirements of the law, have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc".

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality, under the name of "The municipality of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc" is situated in the municipality of the county of Rimouski, and shall be made up:

1.—In the township of Cabot: the lots numbers from—and including—twenty one (21) to one hundred and fifty six inclusive, of the first

de—y compris—trente-sept (37) à cinquante-six (56) inclus, du deuxième rang ;

2.—Dans le canton de Massé: des lots numéros de—y compris— trente-quatre (34) à soixante-douze (72) inclus de chacun des premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième rangs; est érigé en municipalité et forme une municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTIÈME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

477

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procurer- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée, et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par le propriétaire de certains biens-fonds ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de

range and those from numbers from—and including— thirty seven (37) to fifty six (56) inclusive, of the second range;

2.—In the township of Massé: of the lots numbers from—and including—thirty four (34) to seventy two (72) inclusive, of each of the first, second, third, fourth and fifth ranges; is erected into a municipality and shall henceforth form a municipality of under the name of "The municipality of Sainte-Jeanne-d'Arc".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTIETH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

478

Canada,
Province of
Québec,
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and by
Deputy-Attorney- } virtue of the pro-
Général. } visions of the Muni-
cipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette," which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the proprietor of certain immoveable property hereinafter described and situated in the municipality of the

Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité et de l'annexer à la municipalité de Saint-David-d'Escourt, dans le même comté;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré qu'il restera dans la municipalité d'où ce territoire sera détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire faits selon les exigences de la loi ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'annexion de ce territoire à la municipalité de la paroisse de Saint-David-d'Escourt.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Le territoire à être annexé—dans les limites ci-après déterminées—à la municipalité de la paroisse de Saint-David-d'Escourt, dans le comté de Témiscouata, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue et sera formé des lots numéros: quarante-neuf, quarante-neuf-A, cinquante, cinquante-A (49, 49-A, 50, 50-A), du troisième rang et quarante-neuf, cinquante (49, 50), du quatrième rang du canton d'Escourt, pour le cadastre officiel de ce canton; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue et formera à l'avenir partie de la municipalité de Saint-David-d'Escourt à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

479

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes ;

parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, in the county of Temiscouata, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and annex it to the municipality of Saint-David-d'Escourt;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that there shall still remain in the municipality from which this territory will be detached, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory made according to the requirements of the law, have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us, for the annexation of this territory to the municipality of the parish of Saint-David-d'Escourt.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, and We declare by these presents that the said territory, to wit:

The territory to be annexed—within the limits hereunder determined—to the municipality of the parish of Saint-David-d'Escourt, in the county of Temiscouata, is detached from the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue and shall be made up of the lots numbers: forty nine, forty nine-A, fifty, fifty-A, (49, 49-A, 50, 50-A) of the third range and forty nine, fifty (49, 50) of the fourth range of the township of Escourt, for the official cadastre of this township shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, and shall henceforth form part of the municipality of Saint-David-d'Escourt.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTY SEVENTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

380

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India ;

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procu- }
reur-Général. } ATTENDU qu'en }
virtu des dispo- }
sitions du code municipal }
de la province de Québec, le lieutenant-gouver- }
neur en Conseil peut, par une proclamation }
publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle }
entrera en vigueur à la date y mentionnée, }
ordonner l'érection de municipalités de village }
ou de campagne, la division de ces municipalités }
ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres }
municipalités, même de cité, de ville ou de village, }
dans un seul et même comté, ou encore ordonner }
le changement des limites de celles déjà existantes, }
pourvu que ce soit à la requête de la }
majorité des propriétaires de biens-fonds compris }
dans les limites du territoire dont l'érection }
en municipalité ou la division ou l'annexion à une }
municipalité est demandée et pourvu aussi }
qu'après tel changement, chaque municipalité }
conserve, selon le cas, la population ou le nombre }
d'habitations requis par la loi ;

CHARLES LANCTOT, }
Deputy-Attorney- }
General. } WHEREAS in and by }
virtue of the pro- }
visions of the Municipal }
Code of the Province of Quebec, the Lieutenant- }
Governor in Council may, by proclamation, }
published in the *Quebec Official Gazette*, which }
shall come into force on the date therein men- }
tioned, order the erection of village or rural }
municipalities, the divisions of such municipa- }
lities or their annexation, in whole or in part, }
to other municipalities, whether of cities, towns }
or villages, in one and the same county, or also }
order the alteration of the boundaries of those }
already existing, provided that application to }
that effect be made by the majority of the }
proprietors of immoveable property situated }
within the limits of the territory whereof the }
erection into a municipality or the division or }
the annexation to a municipality, is applied for, }
and provided also that, after such change, each }
municipality still possesses, as the case may be, }
the population or the number of inhabited houses }
required by law :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de Kingsey-Falls, dans le comté de Drummond, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de La municipalité du village de Kingsey-Falls ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of Kingsey Falls, in the county of Drummond, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and erect it into a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Kingsey Falls";

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excedant pas soixante arpents en superficie, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire est détaché une population de trois cents âmes ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents, and that after its erection into a separate municipality, there shall still remain in the municipality whereof this territory has been detached a population of three hundred souls ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire fait selon les exigences de la loi ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory made according to the requirements of the law, have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité du village de Kingsey Falls.

WHEREAS all the other requirements of the law have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the municipality of the village of Kingsey Falls".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

Le territoire, dans le comté de Drummond, à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de : "La municipalité du village de Kingsey Falls", est détaché de la municipalité de Kingsey Falls et sera formé :

The territory, in the county of Drummond, to be erected into a separate municipality, under the name of "The municipality of the village of Kingsey Falls" is detached from the municipality of Kingsey Falls and shall be made up :

1.—Des lots du cadastre officiel d'enregistrement pour le canton de Kingsey renfermés dans les lots primitifs numéros cinq, six et sept (5, 6 et 7) du douzième rang de ce canton ;

1.—Of the lots of the official cadastre for the township of Kingsey contained in the original lots numbers five, six and seven (5, 6 & 7) of the twelfth range of the said township ;

2.—Des lots numéros six-A, six-B, six-F, sept-B, sept-C du dudit cadastre officiel d'enregistrement pour le treizième rang du même canton ; sera détaché de la municipalité de Kingsey Falls, comté de Drummond, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Kingsey Falls" à partir de ce jour.

2.—Of the lots numbers six-A, six-B, six-F, seven-B, seven-C of the aforesaid cadastre for the third range of the same township ; shall be detached from the municipality of Kingsey Falls, county of Drummond, and shall henceforth form a separate municipality of under the name of "The municipality of the village of Kingsey Falls".

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concer-

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby

ner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil Privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT-SIXIEME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

481

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que, sur rap-
Assistant-Procureur- } port de l'ingénieur en
Général. } chef de son département
attestant que le pont Scott érigé sur la rivière Saint-Charles, dans la municipalité de la Petite Rivière, comté de Québec, et appartenant à la Commission des chemins de Québec, était dans un état dangereux pour le public et requérait des réparations urgentes, Notre ministre des Travaux Publics et du Travail a fait signifier, le 13 août 1919, au secrétaire de ladite commission, une copie dudit rapport et une ordonnance enjoignant à ladite commission de faire certains travaux à ce pont, pour le consolider temporairement, en attendant qu'il soit réparé d'une manière permanente, ou reconstruit;

Attendu qu ces travaux de réparations ont été exécutés, mais qu'ils ne suffisent plus maintenant pour assurer la solidité dudit pont, que, de fait, le pont Scott est dans un état très dangereux, ainsi que le constate un nouveau rapport de l'ingénieur en chef du département des Travaux Publics et du Travail, en date du 11 janvier 1922, et qu'il importe de le fermer à la circulation du public jusqu'à ce qu'il ait été réparé d'une manière permanente, ou reconstruit;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions de l'article 2430 des Statuts refondus, de Québec 1909, nous ordonnons, par la présente proclamation, que le pont Scott, sur la rivière Saint-Charles, dans la municipalité de la Petite-Rivière, comté de Québec, sera fermé à la circulation du public à compter de ce jour, jusqu'à ce que ledit pont ait été réparé d'une manière permanente ou reconstruit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner,

required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY SIXTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two of and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

482

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, on a report
Deputy-Attorney- } of the Chief Engineer
General. } of his Department showing
that Scott's Bridge erected over the St. Charles River, in the municipality of Little River, county of Quebec, and belonging to the Quebec Roads Commission, was in a dangerous state for the public and stood in need of urgent repairs, Our Minister of Public Works and Labor has caused the service, on the 13th of August, 1919, to the secretary of the said Commission, of a copy of the said report and of his order commanding the said Commission to make certain works to this bridge, so as to consolidate it temporarily, until such time as it be repaired in a permanent manner or rebuilt;

WHEREAS these repair works have been executed, but that they are no longer sufficient to assure the safety of the said bridge, that, in fact, Scott's Bridge is in a very dangerous state, as shown on a new report of the Chief Engineer of the Department of Public Works and Labor, dated the 11th of January, 1922, and that it is expedient that it be closed to public traffic until it be repaired in a permanent manner or rebuilt.

Therefore, with the advice and consent of Our Executive Council, and in accordance with the provisions of article 2430 of the Quebec Revised Statutes, 1909, We order, by the present proclamation, that Scott's Bridge, over the St. Charles River, in the municipality of Little River, county of Quebec, be closed to public traffic on and from this day, until such time it be repaired in a permanent manner or rebuilt.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTIEME jour de JANVIER en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,

489

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

CHARLES LANCTOT, } ASSISTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des dispositions
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'un requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, dans le comté de Nicolet, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Manseau ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire est détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire faits

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTIETH day of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two and in the twelfth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and by
Deputy-Attorney- } virtue of the provisions
General. } sions of the Municipal
Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alterations of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immovable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immovable property comprised witing that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, in the county of Nicolet, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and erect it into a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Manseau" ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents, and that after its erection into a separate municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of the said

selon les exigences de la loi ont été approuvées par Notre Ministre des Terrés et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "La municipalité du village de Manseau";

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Le territoire, dans le comté de Nicolet, à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de la municipalité du village de Manseau, est pris dans le huitième rang du canton de Blandford et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour ledit huitième rang du canton de Blandford, sont les suivantes, savoir:

Vers le nord-ouest: une ligne tirée dans le lot numéro quatorze (14) parallèlement—ou à peu près—aux lignes primordiales, depuis le fronteau du huitième rang, à treize cent quinze (1315) pieds du lot numéro quinze (15), jusqu'à l'alignement est de la route de Sainte-Sophie, et, une autre ligne semblable, mais tirée en sens inverse depuis le fronteau du neuvième rang, à douze cents (1200) pieds du même lot 15, jusqu'à la route susdite, ces deux lignes se raccordant sous un écart de cent cinquante-sept (157) pieds par la route;

Vers le sud-est: une ligne tirée dans le lot numéro seize (16), depuis le fronteau du huitième rang, à onze cent quarante (1140) pieds du lot numéro quinze (15), jusqu'au fronteau du neuvième rang, à huit cent soixante (860) pieds du même lot quinze (15);

Vers le sud-ouest: le fronteau du huitième rang et vers le nord-est, celui du neuvième rang, sur telles longueurs que déterminées par les deux bornes sud-ouest et nord-est respectivement; le tout—plus ou moins—in pieds de mesure anglaise et suivant les lignes d'occupation mentionnées dans la requête des propriétaires à la date du 21 septembre 1921, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Manseau, à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TÉMOIN**: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce **VINGT-SEPTIÈME** jour de **JANVIER** en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

territory have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the village of Manseau";

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

The territory in the county of Nicolet to be erected into a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Manseau" is taken in the eighth range of the township of Blandford and shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford; its boundaries according to the official registration cadastre for the said eighth range of the township of Blandford are the following, to wit :

On the northwest: a line drawn in the lot number fourteen (14) parallelly—or about—to the primordial lines, from the fronteau of the eighth range, at thirteen hundred and fifteen (1315) feet from the lot number fifteen (15) to the east line of the Sainte-Sophie by road, and, another similar line, but drawn inversely from the fronteau of the ninth range, at twelve hundred (1200) feet from the same lot 15, to the aforesaid road, the said two lines making a jog of one hundred and fifty seven feet where they strike the by-road;

On the southeast: a line drawn in the lot number sixteen (16), from the fronteau of the eighth range, at eleven hundred and forty (1140) feet from the lot number fifteen (15), to the fronteau of the ninth range, at eight hundred and sixty (860) feet from the same lot fifteen (15);

On the southwest: the fronteau of the eighth range and on the northeast, that of the ninth range, for such distance as determined by the two southwest and northeast boundaries respectively; the whole—more or less—in feet of English measurement and according to the lines of occupation mentioned in the petition of the proprietors dated the 21st September, 1921, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Manseau".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS**: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of **QUEBEC**, this **TWENTY SEVENTH** day of **JANUARY**, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-two and in the twelfth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, Parlement fédéral

Private Bills, Federal Parliament

DEMANDES D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS.

Les demandes adressées au parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis public au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-uns des principaux journaux; ledit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande, et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque ou une compagnie d'assurance, ou une compagnie fiduciaire ou de prêts ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de Bill Privé."

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit où la date où les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,
505—5—4 W. B. NORTHRUP.

NOTICE OF APPLICATIONS FOR PRIVATE BILLS.

Applications to parliament for private bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain newspapers; such notices shall clearly state the nature and objects of the application and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants of their agent.

Application for an act to incorporate a bank, Insurance, Trust or Loan Company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House of Commons endorsed "Private Bill Notice".

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of petition and proposed bill and time or date when same should be filed or deposited, amount of fees &c., address the clerk of the House of Commons, as published in the *Canada Gazette*.

W. B. NORTHRUP,
506—5—4 Clerk of the House of Commons.

Lettres patentes

Letters patent

"The Lefroy Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de décembre 1921, constituant en corporation: John Kerry, Aimé Sydney Bruneau, et Edmund Parker Dale Harris, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, assumer ou autrement acquérir de Armine John Kerry, la maison de rapport connue sous le nom de "Lefroy Apartments", située dans la cité de Montréal, et portant le numéro 210 de la rue Hutchison, avec le terrain sur lequel elle est située, l'exploiter et l'administrer comme maison de rapport;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, aussi détenir, posséder, développer, trafiquer de, vendre, exploiter ou disposer de toute espèce de biens-fonds et propriétés immobilières, fermes, terres, lopins, résidences, maisons de rapport et bâtisses de tous genres, aussi d'aucuns intérêts ou droits connexes;

Souscrire, acheter ou acquérir, par souscription originaire ou autrement, aussi accepter, détenir, trafiquer, vendre et aliéner, émettre et réémettre des actions, parts, obligations, débentures, ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation, exercer tous les droits de vote afférents par le ministère de ses officiers compétents ou par procureurs dûment nommés, de la même manière que pourrait le faire une personne naturelle;

"The Lefroy Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of December, 1921, incorporating: John Kerry, Aime Sydney Bruneau, and Edmund Parker Dale Harris, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take over, or otherwise acquire from Armine John Kerry the apartment bloc known as the "Lefroy Apartments", situated in the city of Montreal, and bearing the civic number 210 Hutchison street, together with the land on which it is situated, and to operate and conduct the same as an apartment house;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell, operate or dispose of all kinds of real estate and immoveable property, farms, lands, lots, residences, apartments and buildings of all kinds and any interests or rights connected therewith;

To subscribe for, purchase or acquire, either by original subscription or otherwise, and to accept, hold, deal in, sell and dispose of, issue and reissue any shares, stock, bonds, debentures, or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed as fully as a natural person might or could do;

Vendre, louer, transférer ou aliéner la totalité ou aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, firme ou corporation, accepter aussi le paiement de cette vente, location ou cession de l'argent ou des actions, parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Émettre du capital entièrement libéré, des actions, obligations ou des débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation pour aucune propriété, aucuns droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en argent, soit en actions, en obligations ou en débetures, tel que susdit, toute personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, formation, son organisation, ou en rapport avec l'administration de ses affaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets provisoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et généralement trafiquer de marchandises, vivres, instruments, denrées, fournitures et matériaux de toute catégorie et description;

Faire affaires comme financiers, organisateurs et agents fiscaux pour les fins de la compagnie ou pour aucune pour aucune compagnie, société, firme ou personne avec laquelle la compagnie peut être autorisée ou avoir des relations commerciales ou financières, aussi organiser, promouvoir et développer des entreprises commerciales et financières de toute espèce en rapport avec la susmentionnée; prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre compagnie, corporation, firme, une ou plusieurs personnes, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, firme ou personne; consentir des avances au moyen de prêt, boni ou autrement à des personnes, firmes ou corporations en relations d'affaires avec la compagnie et à d'autres personnes sur la garantie qu'on croira convenable, garantir aussi l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie, firme ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec laquelle cette dernière est intéressée;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autres, aux actionnaires de la compagnie les biens, valeurs et droits de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Lefroy Company, Limited";

Le montant du fonds social de la compagnie sera de dix mille (10,000) actions sans valeur au pair;

Le fonds social de la compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera à opérer sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00);

Des actions autres que privilégiées seront émises et loties à cinq piastres (\$5.00) en argent ou moyennant toute autre considération qui sera acceptée par les directeurs comme équivalente à cela.

To sell, lease, transfer or dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue fully paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stocks, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion, organization or in connection with the conduct of the company's business;

To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To manufacture, buy, sell, barter and deal in generally merchandise, stores, implements, wares, supplies and materials of every kind and description;

To carry on the business of financier, promoter, and fiscal agent for the purposes of the company or for any company, partnership, firm or person in which the company may be interested or with which the company may have business and financial relations, and to organize, promote, and develop, business and financial enterprises of all kinds connected with the aforesaid; and to raise money for and to aid by way of bonus, loan, endorsement, guarantee of bonds or otherwise any other company, corporation, firm, person or persons, and to guarantee the execution and performance of contracts by any such company, corporation, firm, person or persons; and to make advances by way of loan, bonus, or otherwise to persons, firms or corporations having dealings with the company and to other persons upon such security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking of any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To distribute in specie or in kind from time to time among the shareholders of the company any property, assets or rights of the company;

To do all such other things as are incidental to or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Lefroy Company, Limited";

The amount of the capital stock of the company is to be ten thousand (10,000) shares of no par value;

The capital stock of the company is divided into ten thousand (10,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be fifty thousand dollars (\$50,000.00);

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at five dollars (\$5.00) in cash or such other consideration as may be accepted by the directors as equivalent thereto.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
485 C.-J. SIMARD.

" W. L. Hogg Company ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1921, constituant en corporation: William Laidlaw Hogg, George Hogg, et William Kerr Hogg, tous marchands, faisant affaires dans la cité de Montréal, mais résidant dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer le commerce des farines, grains, provisions, produits de la ferme, denrées alimentaires de toute espèce, ainsi qu'un négoce général de toutes denrées et marchandises de toute catégorie et description quelconque, aussi exercer et exploiter aucune industrie de fabrication desdites denrées et marchandises,

Agir comme agents à commission, consignataire, représentant ou procureur d'aucune compagnie, firme ou personne trafiquant de marchandises semblables,

Importer, exploiter, manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger tous produits, marchandises, effets et denrées, toutes matières premières se rattachant audit commerce ou connexes à icelui,

Acheter, louer, ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du fonds de commerce et des marchandises, machines, machineries et outillages, comptes payables, de l'achalandage, des franchises, droits et privilèges d'aucune firme, corporation ou personne exerçant aucun commerce, aucune industrie connexe à l'un quelconque des objets susmentionnés,

S'amalgamer avec aucune autre firme ou corporation dont les objets sont semblables ou analogues, et conclure, avec cette firme, corporation ou personne, aucune convention quelconque relative aux opérations de la présente entreprise,

Acquérir l'actif, l'entreprise, la propriété, les privilèges, franchises, contrats ou droits d'aucune personne, compagnie exerçant aucune industrie ou affaire qu'une compagnie constituée en vertu de la présente section peut exercer, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, si on le désire, assumer aussi les dettes et charges en découlant,

Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les vendre profitables,

Acquérir par achat ou autrement et détenir des immeubles, les grever, vendre ou autrement aliéner en tant qu'on le croira utile et nécessaire à la compagnie,

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel des meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre,

Faire toutes choses appropriées et se rattachant à la réalisation des objets de ladite compagnie, sous le nom de "W. L. Hogg Company", avec un fonds social total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,
486 Assistant Provincial Secretary.

" W. L. Hogg Company ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1921, incorporating: William Laidlaw Hogg, George Hogg, and William Kerr Hogg, all merchants, carrying on business in the city of Montreal, but, residing at the city of Westmount, in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in flour, grain, provisions, farm produce, food-stuffs, alimentary products of every kind, and a general business in all goods and merchandise of every kind and description whatever, and to carry on and exploit any business for the manufacture of said goods and merchandise,

To act as commission agent, consignee, representative or attorney for any company, firm or person dealing in similar goods,

To import, exploit, manufacture, produce, buy, sell, exchange all products, merchandise, goods and wares and all raw products incidental to the said business or connected therewith,

To purchase, rent, or otherwise acquire in whole or in part the stock in trade and merchandise, machines, machinery and equipment, accounts receivable, good will, franchises, rights and privileges of any firm, corporation, or person carrying on any business or industry relating to any whatever of the objects hereinabove set forth,

To amalgamate with any other firm or corporation having similar or like objects and enter into with such firm, corporation or person any agreements whatever respecting the operation of the present undertaking,

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto,

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights,

To acquire by purchase or otherwise and hold immovables, hypothecate, sell or otherwise alienate the same in so far as may be deemed useful and necessary to the company,

To issue paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment for any moveables and immovables, rights or other property acquired by the company under any title,

To do all things conductive and incidental to the attainment of the objects of the said company, under the name of "W. L. Hogg Company", with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven

cinquante (750) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

487

C.-J. SIMARD.

hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

488

Assistant Provincial Secretary.

" Old Vaults Company, Ltd ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Adjutor Potvin, commis; Dame Elizabeth Samson, veuve, Alexandre-F. Pelchat, charpentier, tous de la cité de Québec, aux fins suivantes:

Faire affaires comme tenanciers d'hôtels, de restaurants, de cafés, tavernes, débits de bière, salles de rafraichissements et aubergistes, pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, bière et spiritueux, brassiers, malteurs, distilliers, importateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs, organisateurs d'a nuse nents publics d'une manière générale, propriétaires de voitures, véhicules et cabriolets, tenanciers d'écuries de louage, cultivateurs, laitiers, marchands de glace, importateurs et facteurs de denrées alimentaires, bétail sur pieds et abattu, produits domestiques et forains, de toute description, coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de club, bains, salons de toilette, buanderies, salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et places d'amusements, de récréation, de jeux, de distraction et d'instruction de toute espèce, marchands de tabacs et de cigares, agents des compagnies ferroviaires et maritimes et des voituriers, propriétaires de contrôles de théâtres et d'opéras, entrepreneurs et agents généraux, exercer aussi aucun autre commerce qu'il peut être convenablement exercé en rapport avec icelui;

Acquérir et posséder, au moyen d'achat ou autrement, la propriété mobilière et immobilière nécessaire aux fins précitées, et la payer en actions libérées de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner et disposer de la propriété mobilière et immobilière, en acquérir d'autre à la place;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre aussi des obligations, débetures, billets payables ou d'autres titres, les nantir ou vendre pour les prix et montants jugés nécessaires, pourvu que nulles telles obligations ou débetures soient pour une somme moindre que cent piastres chacune;

Hypothéquer les immeubles ou gager les meubles de la compagnie, ou les deux;

Faire des contrats, arrangements, transactions ou conventions quelconques pour acquérir, par achat ou autrement, des droits, franchises, pouvoirs et privilèges possédés par aucune corporation semblable ou association, et donner en paiement des actions libérées de la présente compagnie;

Solliciter, obtenir et exploiter un permis de restaurant pour vendre du vin et de la bière, conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs de Québec;

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et l'exécution de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que

" Old Vaults Company, Ltd ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of January, 1922, incorporating: Adjutor Potvin, clerk; Dame Elizabeth Samson, widow, Alexandre F. Pelchat, carpenter, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, beer-house, refreshment room, and lodging-house keepers, licensed victuallers, wine, beer, and spirit merchants, brewers, molsters, distillers, importers and manufacturers of aerated, mineral, and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, farmers, dairymen, ice-merchants, importers and brookers of food, live and dead stock, and domestic and foreign produce of all description, hair-dressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing-rooms, laundries, reading, writings and newspaper rooms, libraries, grounds, and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors, entrepreneurs and general agents, and any other business which can be conveniently carried on in connection therewith;

To acquire and own by way of purchase or otherwise the moveable and immoveable property necessary for the above purpose and to pay for same with paid up shares of the company;

To sell or otherwise alienate and dispose of the moveable and immoveable property and acquire other in lieu thereof;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures, bill payable or other securities and pledge or sell the same for such prices and sums deemed necessary, provided no such bonds or debentures be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate the immoveables or pledge the moveables of the company or do both;

To make any contracts, arrangements, transactions or agreements whatever for the acquisition by way of purchase or otherwise of any rights, franchises, powers and privileges owned by any like corporations or associations and give in payment paid up shares of the present company;

To apply, obtain and operate a restaurant permit for the sale of wine and beer in accordance with the provisions of the Quebec Liquor Act;

To acquire, lease, hotel, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company carrying

détient ou dont jouit aucune personne, firme ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaire susceptible d'être exercé de manière à profiter ou indirectement au bénéfice de la compagnie, soit en son nom propre soit au nom d'aucune telle personne, firme ou compagnie, payer aussi cette propriété, ces franchises, cet achalandage, ces droits, pouvoirs et privilèges, totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, et assumer le passif d'aucune telle personne, firme ou compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenant, avantageux ou approprié à l'accomplissement ou à la réalisation de l'un ou plusieurs des objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger ou avantager la compagnie ou ses biens;

Finalement faire tous actes appropriés à la réalisation de l'objet précité, sous le nom de "Old Vaults Company, Ltd.", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

467

C.-J. SIMARD.

" La Cie d'Autobus de Charlebourg, Limitée "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Gustave Beaudet, médecin chirurgien et son épouse séparée de biens par contrat de mariage, Marie-Thérèse Larue, autorisée par son dit époux; Georges-Omer Paradis, gérant de banque et son épouse séparée de biens par contrat de mariage, Bernadette Savard, autorisée par son dit époux, et Alphonse Forgues, employé civil, dans les buts suivants:

Exploiter une ligne d'autobus d'été et d'omnibus d'hiver entre Charlesbourg et Québec, ou tout autre endroit de la province;

Acquérir, louer, posséder, changer et aliéner des propriétés;

Emprunter, engager, donner en nantissement en tout ou en partie des propriétés mobilières ou hypothéquer ses propriétés immobilières pour garantir ces prêts ou obligations, acheter, exploiter des fermes;

Tenir un garage, faire le commerce d'huile, de gazoline, de pneus, automobiles, et tout autres accessoires;

Fusionner d'autres compagnies, sous le nom de "La Cie d'Autobus de Charlesbourg, Limitée", avec un capital total de vingt-mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Charlesbourg, dans le district de Québec.

on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more the objects of the company, or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties;

Finally to do all acts conducive to the attainment of the above purpose, under the name of "Old Vaults Company, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand (\$10,000.00), divided into one hundred (\$100.00) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

468

Assistant Provincial Secretary.

" La Cie d'Autobus de Charlebourg, Limitée "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1922, incorporating: Gustave Beaudet, physician and surgeon, and his wife separated as to property by marriage contract, Marie Thérèse Larue, authorized by her said husband, Georges Omer Parent, bank manager and his wife separated as to property by marriage contract, Bernadette Savard, authorized by her said husband, and Alphonse Forgues, civil employee, for the following purposes:

To operate a summer and winter autobus service between Charlesbourg and Quebec, or any other place within the province;

To acquire, lease, possess, alter and alienate property;

To borrow, pledge, give as a lien the whole or part of its moveable properties or hypothecate its immoveable property to secure such loans or bonds, buy and exploit farms;

To keep a garage, deal in oil, gasoline, tires, automobiles and all other accessories;

To merge other companies, under the name of "La Cie d'Autobus de Charlesbourg, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Charlesbourg, in the district of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
469 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this twenty fourth day of January, 1922.

C. J. SIMARD,
470 Assistant Provincial Secretary.

" McNiece & Orchard, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1922, constituant en corporation : Charles Mackay Cotton, Frederick Thomas Wright, tous deux avocats, de la cité de Westmount ; Wallace Ross Henry, étudiant-en-droit, de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute sorte d'effets, denrées et marchandises, et plus particulièrement d'articles sportifs de toute espèce, et exercer en gros et au détail un commerce s'y attachant ; se livrer aux opérations de la vulcanisation et de la décarbonisation ;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir de la protection provisoire et autre, ainsi que des licences relatives à des inventions réelles ou alléguées à des brevets, marques ou noms de commerce, plans, droits d'auteur, schémas, idées, procédés secrets ou autres, et à des choses semblables qui sembleront avantageuses ou utiles à la compagnie, aussi les éprouver, développer, prolonger, renouveler, exercer, employer, vendre, accorder des permis exclusifs ou autres y relatifs, ou autrement en disposer en tout ou en partie ;

Acheter, acquérir, posséder et détenir, ou autrement trafiquer et disposer de titres, parts, obligations, débetures ou actions d'aucune compagnie quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Conclure aucun arrangement relatif à l'amalgamation, à l'union des intérêts ou à la concession réciproque avec aucune compagnie, firme ou personne exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif, à titre d'affaire exploitée ou autrement, d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et payer ce commerce ou cette propriété, en tout ou en partie, en parts et obligations de la présente compagnie ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en actions ou en valeurs de la présente compagnie, pour services rendus en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, des débetures ou autres titres de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, dans la gestion ou l'administration générale de ses affaires ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, de la totalité ou d'aucune partie de son actif, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Distribuer périodiquement aux actionnaires de la compagnie, en nature, les actions, débetures

" McNiece & Orchard, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1922, incorporating : Charles Mackay Cotton, Frederick Thomas Enright, both advocates and of the city of Westmount ; Wallace Ross Henry, student at law, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and more particularly in sporting goods of all kinds, and to carry on business in connection therewith both wholesale and retail ;

To carry on all kinds of vulcanising and decarbonising ;

To purchase or otherwise acquire and obtain provisional and other protection and licenses in respect of any inventions or alleged inventions, patents, trade marks, or names, designs, copyrights, schemes, ideas, secret or other processes and the like, which may appear likely to be advantageous or useful to the company, and to test, develop, prolong, renew, exercise, use, vend grant exclusive or other licenses in respect of or otherwise deal with all or any of the same ;

To purchase, acquire, possess and hold or otherwise deal in and deal with any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatsoever having objects in whole or in part similar to this company ;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any company, firm or person carrying on business in whole or in part similar to that of this company ;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets and liabilities as a going concern or otherwise of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purpose of this company, and to pay for such business or property, in whole or in part, with the stock and bonds of this company ;

To remunerate any person or company in cash or, with the approval of the shareholders, in shares or securities in this company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or of any debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct and general carrying on of its business ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, or the whole or any of its assets, for shares, debentures or securities of any other company ;

To distribute from time to time among the members of the company in kind any shares,

tures, valeurs ou biens appartenant à la compagnie ;

Payer en actions légales tous frais connexes à la constitution de la présente compagnie en corporation ;

Faire toutes les autres choses qui pourront être avantageuses à la réalisation des objets précités, sous le nom de "McNiece & Orchard, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490 parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

483

C.-J. SIMARD.

" National Dairy, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1922, constituant en corporation : Arthur Yvon, avocat ; Victor Chabot, étudiant, et Emile-J. Taillon, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, en gros et en détail, le beurre, le fromage, le lait, la crème, les œufs, les volailles, les animaux, et généralement tous produits et effets mobiliers de quelque nature que ce soit ;

Manufacturer, acheter, vendre, tous instruments, machines, agrès, appareils et tous accessoires pouvant servir à l'exploitation de fabriques, boutiques, postes d'écérémage, entrepôts, glaciers, magasins, ou pour toutes autres fins ;

Acquérir, par achat, échange ou autre titre légal, construire, entretenir, réparer toutes fabriques, magasins, entrepôts et tous autres immeubles, et les vendre, louer ou autrement en disposer.

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, posséder, introduire, vendre ou autrement disposer de toutes marques de commerce, noms de commerce, patentes d'invention et autres procédés utiles aux affaires de la compagnie ;

Développer, opérer tous pouvoirs d'eau, et engendrer, produire, accumuler des forces électro-dynamiques, frigorifiques, pour la production du pouvoir, du froid, pour les fins de la compagnie ;

Entrer en arrangements avec les autorités fédérales, provinciales ou municipales, qui puissent paraître favorables aux objets de la compagnie et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger désirables ;

Emettre des actions du capital de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété mobilière, ou immobilière, ou des deux à la fois, ou de tous droits acquis par la compagnie, ou de toutes créances dues ou assumées par la compagnie ou en récompense de services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ses actions ou autrement ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acquérir la clientèle, l'entreprise, les droits, les privilèges, l'actif, les biens meubles et immeubles de toute personne, société, ou com-

debentures, securities or property belonging to the company ;

To pay all costs for the incorporation of the present company, including legal shares ;

To do any and all other things that may be expedient for the due carrying out of the above purposes, under the name of "McNiece & Orchard, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

484

Assistant Provincial Secretary.

" National Dairy, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1922, incorporating : Arthur Yvon, advocate, Victor Chabot, student, and Emile J. Taillon, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, import, export, wholesale and retail, butter, cheese, milk, cream, eggs, poultry, animals and generally all products and movable effects of any nature whatever ;

To manufacture, purchase, sell all instruments, machinery, implements and apparatus capable of being used for the exploitation of factories, shops, creaming stations, warehouses, ice-houses, stores or for any other purpose ;

To acquire by purchase, exchange or other legal title, construct, maintain, repair all factories, stores, warehouses and all other immovables, and to sell, lease or otherwise dispose of the same ;

To apply for, obtain, register, buy, lease, possess, introduce, sell or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents, and other processes suitable for the company's purposes ;

To develop, operate all water powers, and to generate, produce, accumulate electrodynamic and frigorific energy for the production or power, cold for the company's purposes ;

To enter into any arrangements with federal, provincial or municipal authorities which may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authorities all the rights, privileges and concessions which the company may think desirable ;

To issue shares of the capital stock of the company in full or part payment of any moveable or immovable property, or both at the same time, or of any rights acquired by the company, or of any claims owed or assumed by the company or as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in placing its shares or otherwise ;

To amalgamate or merge with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company ;

To acquire the goodwill, undertaking, rights, privileges, assets, moveable and immovable property of any person, partnership or com-

pagnie endettée envers la compagnie ou négociant des affaires semblables à celles de la compagnie, et assumer en tout ou en partie les engagements, obligations, dettes et passif quelconque de toute personne, société ou compagnie, et les vendre, louer ou autrement disposer pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres sécurités d'aucune compagnie ;

Faire des avances en deniers aux créanciers et autres ayant des affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de leurs contrats, et accepter en paiement total ou partiel de toutes dettes dues à la compagnie des stocks, actions, obligations ou autres sécurités d'aucune compagnie ;

Émettre des certificats d'actions ou d'obligations payables au porteur avec ou sans coupons de dividendes ou d'intérêts ;

Distribuer parmi ses membres en espèces ou autrement tous biens de la compagnie et en particulier les actions, obligations, ou autres sécurités d'aucune autre compagnie sous le nom de "National Dairy, Limited", avec capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
473 C.-J. SIMARD.

" Camson Investment Company "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14 janvier 1922, constituant en corporation : George Archibald Campbell, de la cité de Montréal, Andrew Ross McMaster et Gui Casimir Papineau Couture, les deux de la cité de Westmount, tous trois avocats et conseils du roi, aux fins suivantes :

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir et détenir, comme principal ou agent, d'une manière absolue, comme propriétaire, en garantie collatérale, ou autrement, aussi vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou négocier des obligations, débetures, parts, actions ou autres titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire autorisée, d'aucune compagnie dûment constituée, d'aucune corporation industrielle, financière ou autre.

Promouvoir, organiser, développer ou administrer, aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune aventure ou entreprise, aussi prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, offrir aussi en souscription au public des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, affaire ou entreprise ;

Agir comme agents pour émettre ou countersigner des certificats de parts, débetures ou d'autres obligations d'aucune association, corporation municipale ou autres ; agir comme agents de transfert et régistrateurs en rapport avec les dites actions, obligations ou autres débetures,

pany indebted to the company or carrying on a business similar to that of the company, and to take over the whole or part of the liabilities, obligations, debts and charges generally of any person, partnership or company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any company ;

To make advances of money to the creditors and others having dealings with the company and to guarantee the performance of their contracts, and to accept in full or part payment of any debts due to the company, stock, shares, bonds or other securities of any company ;

To issue certificates of shares and bonds payable to bearer with or without dividend or interest coupons ;

To distribute among its members in specie or otherwise any property of the company and in particular the shares, bonds or other securities of any other company, under the name of "National Dairy, Limited", with a total capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into one thousand (1,000) shares of ten (\$10.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January 1922.

C.-J. SIMARD,
474 Assistant Provincial Secretary.

" Camson Investment Company "

Notice is hereby given that under Part I the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day January, 1922, incorporating: George Archibald Campbell, of the city of Montreal, Andrew Ross McMaster and Gui Casimir Papineau-Couture, both of the city of Westmount, all three advocates and King's Counsel, for the following purposes :

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal, or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise ;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking ;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any associations or municipal or other corporation ; to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations and to manage

administrer aucun fonds d'amortissement d'icelles aux conditions dont on conviendra ;

Accepter et remplir comme agents ou en une autre qualité, le mandat de transaction d'affaires, le placement de deniers, la perception, prêts, loyers, intérêts et dividendes, l'émission, l'exécution, la manipulation et l'encaissement de dettes, hypothèques, débetures, obligations, billets, bons, coupons et autres titres ou deniers ;

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots urbains, terres cultivables, terrains miniers ou fruitiers, emplacements urbains, terres à pâturages et à bois, et toute description de biens-fonds et propriétés immobilières, aucun intérêt et droits connexes en droit ou en équité, ou autres quelconques ; prendre, bâtir, réédifier, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement trafiquer et disposer de ces lots, terrains sites, biens-fonds et immeubles ou d'aucun intérêt afférent, trafiquer d'aucune partie des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement les disposer en lots, rues et lopins à bâtir pour fins de logements ou autres, avec pouvoir d'y construire des rues, le système d'égouts et de drainage nécessaire, y bâtir pour fins résidentielles ou autres ;

Agir comme agents pour vendre et acheter de l'immeuble et tous intérêts afférents, et à titre onéreux faire des placements fonciers pour aucune personne ; agir comme agents vendeurs pour les propriétaires de biens-fonds, subdivisions, lots à bâtir, emplacements urbains ou terrains d'aucune espèce ou aucun intérêt connexe, assumer et acquérir d'aucune personne ou corporation aucune agence inclusive ou autre pour vendre ces terrains, sites ou intérêts connexes, accepter cession et exécuter des contrats faits par aucune personne, avec aucune autre personne ou corporation, relativement à la vente de ces terrains, sites ou intérêts connexes, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents fonciers, agents de maisons et loyers ;

Agir comme agents fiscaux, tenir une agence générale de finances, organisation et courtage, agir comme agents et courtiers pour acheter, vendre, améliorer, développer aucune propriété, affaire ou entreprise ;

Faire affaires comme courtiers et arbitres en assurances, agir aussi comme agents d'assurances, feu, vie, maritime, accident, garantie, indemnité, et toute autre espèce d'assurance des compagnies de garantie ou d'indemnité ; faire affaires comme agents de change et facteurs, agents ou courtiers de toute autre manière ;

Acheter ou autrement acquérir, et solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer et disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises ; conduire aucune autre industrie ou entreprise que la compagnie croira susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie ;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe ;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, et en assumer le passif ;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie, en faveur d'aucune autre personne, firme, compa-

any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon ;

To accept and fulfil as agents or otherwise any mandate for the transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rents, interest dividends and the issuing, making, handling and collecting of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys ;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever ; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purpose or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise ;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person ; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, inclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents ;

To act as fiscal agent and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development of any property, business or undertaking ;

To carry on the business of insurance brokers and adjusters, and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies, and to carry on the business of stock brokers and commission agents and all other kinds of agents or brokers ;

To purchase or otherwise acquire, and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade marks, processes, designs, licenses or franchises ;

To carry on any other business or undertaking, which may seem to the company of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interests ;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business ;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof ;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way

gnie ou corporation, accepter en paiement de cette vente, location ou cession de l'argent ou des actions, parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie ;

Emettre des parts entièrement ou partiellement libérées, des actions, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation pour des biens ou droits acquis par la compagnie, et rétribuer soit en argent, soit en parts, obligations ou débetures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en rapport avec sa constitution, formation, organisation, ou la gestion de ses affaires ;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucune propriété, l'actif ou les droits de la compagnie, sous le nom de Camson Investment Corporation, avec un fonds social total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera, à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

495

C.-J. SIMARD.

" Parfumerie Cléopâtre, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Felix-Laurent Bertrand, marchand, Boucherville, Camille-Hector Perreault, comptable, Jacqueline-Augustine Poisson, non mariée, chimiste, ces deux derniers de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer, acheter, vendre ou échanger toute espèce d'effets ou marchandises pouvant être dans le commerce, et spécialement tous produits se rapportant soit à la parfumerie ou à la toilette;

Manufacturer ou faire manufacturer, acheter tous produits pharmaceutiques et chimiques et tous produits se rapportant à la médecine et faire la vente, excepté au détail, desdits produits;

Agir comme facteurs et consignataires pour toutes sortes de marchandises et produits, et généralement exercer tous les commerces de marchands et manufacturiers aux fins dudit commerce;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, formules, marques de commerce, concessions et choses semblables conférant un droit à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs ou se rapportant à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie;

Acquérir ou louer des terrains ou immeubles, les construire, les bâtir ou les hypothéquer en vue des opérations de la compagnie;

Acquérir des intérêts ou des actions dans des compagnies similaires ou de particuliers faisant un commerce similaire et les payer en actions acquittées de la compagnie.

Avoir le droit de s'obliger par billets, lettres de change, chèques, et émettre et endosser à cette fin toute effet négociable ou non;

of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation ;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, cooperation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as above said any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business ;

To distribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company any property, assets or rights of the company, under the name of Camson Investment Corporation, with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$45,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

496

Assistant Provincial Secretary.

" Parfumerie Cleopâtre, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1922, incorporating: Felix Laurent Bertrand, merchant, Boucherville, Camille Hector Perreault, accountant, Jacqueline Augustine Poisson, spinster, chemist, the last two of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or cause the manufacture, purchase, sell or exchange all kinds of goods and merchandise capable of being used in trade, and especially all products incidental to perfumery or toilet;

To manufacture or cause the manufacture, buy all pharmaceutical and chemical products and all medicinal products and to deal therein, retail excepted;

To act as factors and consignees for all kinds of merchandise and products, and generally carry on any of the businesses of merchants and manufacturers for the purposes of the said businesses;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, brevets d'invention, formulas, trade marks, concessions and the like conferring a right to the use of any secret and other information as to or connected with any inventions capable of being used for any of the objects of the company;

To acquire or lease any lands or immoveables, construct, build upon or hypothecate the same in view of the operations of the company;

To acquire interests or shares in similar companies or of individuals carrying on a similar business and to pay for the same with paid up shares of the company;

To have the right to contract obligations by way of notes, bills of exchange, cheques and to issue and endorse to that end any negotiable or non-negotiable instruments.

Avoir le droit d'émettre des débetures, bons et hypothèques sur les biens de la compagnie payer au moyen d'actions acquittées toutes acquisitions mobilières et immobilières, tous services rendus à la compagnie ou éteindre toutes obligations de la compagnie en donnant en paiement des actions acquittées;

Généralement exercer tous les pouvoirs et faire toutes choses nécessaires pour arriver aux fins et objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Parfumerie Cléopâtre, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

513

C.-J. SIMARD.

To have the right to issue debentures, bonds and hypothecs on the property of the company and to pay by means of paid up shares for any acquisitions of moveables and immoveables, any services rendered to the company or to discharge any obligations of the company by giving paid up shares in payment thereof;

Generally exercise all the powers and do all things necessary for the attainment of the purposes and objects for which the present company is incorporated, under the name of "Parfumerie Cleopâtre, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

514

Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Saint Francis Valley Railway Company, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux délais pour commencer et parachever la construction de son chemin de fer.

Montréal, 24 janvier 1922.

Les procureurs de "Saint Francis Valley Railway Company",

GEOFFRION, GEOFFRION &

413-44

PRUD'HOMME.

James Dance, docteur en chirurgie dentaire, des cité et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il présentera, durant la session actuelle, un bill privé à l'effet d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen, le tout suivant permission dudit collège.

Montréal, 25 janvier 1922.

Les procureurs de James Dance,

LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES.

421-44

Avis est donné par les présentes que la compagnie dite "L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de faire disparaître tous doutes sur les pouvoirs de la cité de Trois-Rivières de garantir les obligations émises par cette compagnie et de ratifier et confirmer, à toutes fins que de droit, le règlement 364 adopté aux fins susdites par la cité de Trois-Rivières, le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373, adopté le 2 septembre 1919.

Québec, 26 janvier 1922.

Les avocats de la requérante,

449-44

BEIQUÉ & BEIQUÉ.

Public notice is hereby given that the "Saint Francis Valley Railway Company", a body politic and corporate, having its chief office and place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act granting new delays for the commencement and completion of its railway.

Montreal, 24th January, 1922.

GEOFFRION, GEOFFRION &

PRUD'HOMME,

Attorneys for "Saint Francis Valley Railway Company".

414-44

422-44

James Dance, doctor in dental surgery, of the city and district of Montreal, hereby gives notice that he will present a private bill, during the present session, to the effect of authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members after examination, the whole under permission of the said college.

Montreal, 25th January, 1922.

LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES,

Attorneys for James Dance.

422-44

Notice is hereby given that the company "L'entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to the effect of putting and end to every doubt on the powers of the city of Three Rivers to guarantee the bonds issued by the said company and to ratify and confirm for all lawful purposes, the by-law No. 364 adopted to that effect by the city of Three Rivers, the 20th of January, 1919, as amended by the by-law No. 373, adopted the 2nd of September, 1919.

Quebec, 26th January, 1922.

BEIQUÉ & BEIQUÉ,

450-44

Attorneys for applicant.

CITÉ DE VERDUN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Ratification des règlements Nos 179 et 180 pour l'expropriation d'un certain lopin de terre connu comme étant une partie du lot No 4675 du cadastre de la paroisse de Montréal, pour ouverture de la rue Wellington, l'autorisation (a) d'emprunter de l'argent destiné à l'exécution de travaux permanents dans les rues de la cité, à la demande écrite des seuls propriétaires d'immeubles sur lesdites rues, (b) la vente des propriétés immobilières appartenant à la cité, (c) l'adoption de règlement déterminant le genre de bâtisses pouvant être construites sur certaines rues, et à quelle distance de l'alignement des rues, les bâtisses peuvent être construites, (d) l'adoption de règlement exigeant que le propriétaire d'une bâtisse installe des soupapes d'égouts automatiques, (e) l'adoption de règlements imposant des taxes aux compagnies de services publics opérant dans la cité, l'autorisation de nommer un gérant, de fixer ses attributions et devoirs, la ratification d'une donation faite des lots 3402-10, 3402a-12 et 3267-48, et pour d'autres fins.

Montréal, 23 décembre 1921.

Les avocats de la cité de Verdun,
457-44 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, au cours de la présente session, pour un bill érigeant en municipalité de paroisse distincte, sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Larouche", un certain territoire à être détaché pour une partie du canton Labarre, comté du Lac Saint-Jean, et pour l'autre partie du canton Kénogami, comté de Chicoutimi, et comprenant les lots suivants:

a. *Lots à être détachés de la municipalité du canton Kénogami, comté de Chicoutimi:*

Les lots du rang A nord; les lots des rangs I, II, III et IV; les lots 41 inclusivement à 56 inclusivement, du rang V; les lots 43 inclusivement à 58 inclusivement du rang VI; les lots 43 inclusivement à 58 inclusivement du rang IV nord du chemin Kénogami; les lots 41 inclusivement du rang III nord du chemin Kénogami; les lots 41 inclusivement à 58 inclusivement du rang II nord du chemin Kénogami.

b. *Lots à être détachés de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac Saint-Jean:*

Les lots 32 inclusivement à 42 inclusivement du rang Saguenay, canton Labarre; les lots 26 inclusivement, à 37 inclusivement des rangs IX et X du canton Labarre.

c. *Lots à être détachés de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Lac Saint-Jean:*

Les lots 25 inclusivement à 30 inclusivement des rangs I est, II est et III est du canton Labarre, les lots 3 inclusivement à 25 inclusivement du rang X du canton Labarre.

Québec, le 16 janvier 1922.

Les procureurs,
261-3-2 LAPOINTE & ROCHETTE.

Avis est par les présentes donné par le Révérend Thomas Nelson, Joseph Parris, Joseph Duncan, en leur nom personnel et au nom d'autres personnes qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander un bill privé les constituant en un corps politique et incorporé connu sous le nom

CITY OF VERDUN.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matter, to wit:

Confirmation of by-laws Nos. 179 and 180 to expropriate a certain parcel of land known as part of lot No. 4675 cadastre parish of Montreal, to open Wellington street, authorisation (a) to borrow moneys to do permanent works in the streets of the city, upon written petition only of the proprietors of immovable along said streets, (b) to sell the immovable properties belonging to the city, (c) to adopt by-laws to regulate the kind of buildings on certain streets and to determine at what distance from the line of the streets buildings may be erected, (d) to adopt by-laws to require from the owner of any building to install automatic sewer valves, (e) to adopt by-laws imposing taxes on companies operating public utilities within the city, authorization to appoint a manager and to determine his attribution and duties, the ratification of the donation made of lots 3402-10, 3402a-12 and 3267-48, and for other purposes.

Montreal, 23rd December, 1921.

FAUTEUX & FAUTEUX,
458-44 Attorneys for the city of Verdun.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act erecting into a separate parish municipality, under the name of "The municipality of the parish of Larouche", a certain stretch of land to be detached partly from township Labarre, county of Lake Saint John, and partly from township Kenogami, county of Chicoutimi, and comprising the following lots, namely:

a. *Lots to be detached from the municipality of the township of Kenogami, county of Chicoutimi:*

The lots of range A north; the lots of the ranges I, II, III and IV; the lots 41 inclusively to 56 inclusively of range V; the lots 43 inclusively to 58 inclusively of range VI; the lots 43 inclusively to 58 inclusively of range IV north of Kenogami road; the lots 41 inclusively to 58 inclusively of range III north of Kenogami road; the lots 41 inclusively to 58 inclusively of range II north of Kenogami road.

b. *Lots to be detached from the parish of Saint-Joseph-d'Alma, county of Lake Saint-John:*

The lots 32 inclusively to 42 inclusively of the Saguenay range, township of Labarre; the lots 26 inclusively to 37 inclusively of the ranges IX and X of the township of Labarre.

c. *Lots to be detached from the parish of Saint-Bruno, county of Lake Saint-John:*

The lots 25 inclusively to 30 inclusively of the ranges I east, II east and III east of the township of Labarre; the lots 3 inclusively to 25 inclusively of range X of the township of Labarre.

Quebec, January 16th, 1922.

LAPOINTE & ROCHETTE,
262-3-4 Solicitors.

Notice is hereby given by the Reverend Thomas Nelson, Joseph Parris, Joseph Duncan, in their own name and in the name of other persons, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for a private bill constituting them a body politic and corporate known under the name of African

de African Methodist Episcopal Church, pour fonder et entretenir des églises, missions, écoles et des presbytères; pour nommer et choisir des ministres de la religion selon des règles à être adoptées; pour autoriser de tels églises et ministres à célébrer les mariages, baptêmes et enterrements; pour tenir des registres de l'état civil selon la loi; et aussi pour acheter, détenir, construire et aliéner ou hypothéquer des propriétés immobilières pour fins religieuses et éducationnelles en rapport avec ladite Eglise.

Montréal, 29 septembre 1921.

L'avocat des demandeurs, 43 édifice Duluth,
Montréal,
265—3—4 R. STANLEY WEIR, C.R.

Methodist Episcopal Church, to found and establish churches, missions, schools and presbyteries; to name and select ministers of the religion according to the regulations to be adopted; to authorize such ministers to celebrate marriages, baptisms and burials; to keep registers of civil status according to law; and also to buy, hold, construct and alienate or hypothecate immovable properties for religious and educational purposes in connection with the said Church.

Montreal, September 29th, 1921.

R. STANLEY WEIR, K. C.,
266—3—4 Attorney for applicants, 43 Duluth
building, Montreal.

Avis est donné que Eugène Berthiaume, de la cité d'Outremont, journaliste, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant nul et de nul effet un acte de donation fait le 26 décembre 1914 par feu l'honorable Trefflé Berthiaume, en son vivant conseiller législatif, de Montréal, à Arthur Berthiaume, Z. Fontaine et J.-R. Mainville en fiducie, devant Me J.-L. Girouard, notaire; déclarant nulle et de nul effet la nomination faite par un juge de la Cour supérieure d'un fiduciaire en vertu dudit acte de donation le 23 novembre 1921; déclarant nul et de nul effet un acte de nomination fait devant Me J.-L. Girouard, notaire, le 26 septembre 1921, par Arthur Berthiaume de fiduciaires conjoints; déclarant nulle l'élection des prétendus directeurs actuels de "La Presse Publishing Company, Limited"; déclarant valides et confirmant les actes et transports suivants: 1o. Acte de vente passé à Montréal le 6 mars 1919, devant P. Angers, N. P., par Arthur Berthiaume, de la cité d'Outremont, avocat et journaliste, *es-qualité* de fiduciaire et administrateur de la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de "La Presse Publishing Company, Limited"; 2o. Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, *les dite qualité*, à Edouard Berthiaume, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie; 3o. Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, *ès-dite qualité*, à Edmond Montet, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie; 4o. Acte de transport sous seing privé le 21 février 1920, déposé devant Ed. Cholette, N. P., le 28 février 1920, par Edmond Montet audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie; 5o. Acte de transport le 21 octobre 1921, devant J.-M. Savignac, N. P., par ledit Edouard Berthiaume audit Eugène Berthiaume de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie; déclarant que ledit Eugène Berthiaume est seul propriétaire desdites sept mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie à lui transportées, tel que susdit, et pour d'autres fins.

Les avocats du requérant,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN.
Montréal, 21 décembre 1921. 115—2—4

Public notice is hereby given that Eugène Berthiaume, of the city of Outremont, journalist, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an act declaring null and of no effect a certain deed of donation made on December 26th, 1914, by the late Honourable Trefflé Berthiaume, in his lifetime of Montreal, Legislative councillor, to Arthur Berthiaume, Zenon Fontaine and J. R. Mainville, in trust, before Me J. L. Girouard, notary; declaring null and void the appointment of a trustee made by a judge of the Superior Court under such deed of donation on November 23rd, 1921; declaring null and void an act of nomination passed before said notary J. L. Girouard, on September 26th, 1921, by Arthur Berthiaume *es-qualité* of testamentary trustee of the said late Honourable Trefflé Berthiaume of joint trustees; declaring null the election of the present directors of "La Presse Publishing Company, Limited"; declaring valid and confirming the following deeds and transfers of property: 1o. Deed of sale passed at Montreal on the 6th March, 1919, before P. Angers, N. P., by Arthur Berthiaume, of the city of Outremont, advocate and journalist, in his quality of trustee and administrator of the late Honourable Trefflé Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of "La Presse Publishing Company, Limited"; 2o. A deed of sale passed the same day before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality, to Edouard Berthiaume, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company; 3o. Deed of sale passed on the same day, before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality, to Edmond Montet, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company; 4o. Deed of transfer under private signature on the 21st February, 1920, deposited before Ed. Cholette, N. P., on the 28th February, 1920, by Edmond Montet to the said Eugène Berthiaume, of 2500 common shares of the said company; 5o. Deed of transfer on the 21st October 1921, before J. M. Savignac, N. P., by the said Edouard Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of the said company; declaring that the said Eugène Berthiaume is the sole proprietor of the said 7500 common shares of the said company to him transferred, as aforesaid, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 21st December, 1921. 116—2—4

Avis public est donné que "Montreal Public Service Corporation" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte et en particulier l'autorisant à exercer ses pouvoirs dans les comtés de Montcalm, L'Assomption, Argenteuil, Hull, Pontiac, Labelle, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Chambly, Verchères, Rouville, Iberville, Missisquoi et Brome; abrogeant les paragraphes 12a et 12b de l'article 1 de la loi 1 George V, (2e session) chap. 85; assujettissant la compagnie, en partie, à la Loi des compagnies de Québec, 1920, avec dispositions spéciales quant à la constitution d'un comité exécutif et le droit de vote des porteurs d'actions privilégiées; l'autorisant à acquérir les entreprises de compagnies exerçant des pouvoirs semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie, et à en continuer l'exploitation; l'autorisant à acquérir des actions et obligations de compagnies faisant usage d'électricité dans les limites de son territoire, et pour d'autres fins.

Montréal, 3 janvier 1922.

Le secrétaire-trésorier.

173—2-4

D. K. GOODFELLOW.

Public notice is hereby given that "Montreal Public Service Corporation" will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter and, in particular, authorizing it to carry on business in the counties of Montcalm, L'Assomption, Argenteuil, Hull, Pontiac, Labelle, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Napierville, Saint John, Chambly, Verchères, Rouville, Iberville, Missisquoi and Brome; repealing paragraphs 12a and 12b of section 1 of the Act 1 George V (2nd session) chapter 85, placing the company under the operation of the Quebec Companies' Act, 1920, with special provisions regarding the constitution of an executive committee and the voting rights of preferred shareholders; authorizing the company to acquire and carry on the undertaking of other companies empowered to carry on business similar, in whole or in part, to that of the company; authorizing it to acquire stock and bonds of companies using electricity within its territorial limits, and for other purposes.

Montreal, 3rd January, 1922.

D. K. GOODFELLOW,

Secretary-Treasurer.

174—2-4

Avis public est donné que "The Canadian Light & Power Company" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte et, en particulier, abrogeant les restrictions contenues aux paragraphes 8 et 8a de l'article 1 de la loi 9 Edouard VII, chap. 107, au paragraphe 9 de l'article 2 de ladite loi, et au paragraphe 8b de l'article 1 de la loi 1 George V, chap. 76, et pour d'autres fins.

Montréal, 3 janvier 1922.

Le secrétaire-trésorier.

175—2-4

D. K. GOODFELLOW.

Public notice is hereby given that "The Canadian Light & Power Company will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter and, in particular, repealing the restrictions contained in paragraphs 8 and 8a of section 1 of the Act 9 Edward VII, chap. 107, paragraph 9 of section 2 of the said Act, and in paragraph 8b of section 1 of the Act 1 George V, chap. 76, and for other purposes.

Montreal, 3rd January, 1922.

D. K. GOODFELLOW,

Secretary-Treasurer.

176—2-4

Avis public est aux présentes donné que William R. Eakin, Westmount, Nelson W. Howard, de Montréal-Ouest, William G. Bailey, de Montréal, tous du district de Montréal, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi érigeant en corporation de ville le lot No 1780 des plan et livre de renvoi officiels de Saint-Michel-de-Vaudreuil, comté de Vaudreuil; ledit lot situé dans le lac des Deux Montagnes, et communément appelé Ile Cadieux, ladite ile constituant tout ledit lot, ladite ville pour être à l'avenir connue sous le nom de "Ville de l'Ile Cadieux", et comprenant dans son territoire les eaux du lac des Deux Montagnes contigues à icelui; et de plus amples pouvoirs pour construire un pont reliant ladite ile avec la terre ferme; le coût de construction et d'entretien dudit pont devant être partagé entre ladite ville de l'île Cadieux et la municipalité du village de Belleplage.

Montréal, le 11 janvier 1922.

Les avocats des requérants.

FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
191—2-4 HACKETT & MULVENA.

Public notice is hereby given that William R. Eakin, Westmount, Nelson W. Howard, of Montreal West, William G. Bailey, of Montreal, all of the district of Montreal, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to erect into a town corporation the lot No. 1780 of the official plan and book of reference of Saint-Michel-de-Vaudreuil, county of Vaudreuil; said lot situate in the lake of Two Mountains, and commonly known as Ile Cadieux; said Island forming the whole of said lot; said town to be known in future under the name of Town of Ile Cadieux, and to comprise within its territory the waters of the lake of Two Mountains contiguous thereto; and for further powers to erect a bridge to connect said island with the mainland; the cost of erection and maintenance of said bridge to be borne equally between said town of ile Cadieux and the municipality of the village of Belleplage.

Montreal January 11th, 1922.

FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
192—2-4 HACKETT & MULVENA,
Attorneys for petitioner.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions de l'article 192a des Statuts refondus de Québec, 1909, qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté en date du 25 janvier 1922, de décréter que le canton de Chilton, situé dans le district électoral de Montcalm, qui n'est pas organisé en municipalité, soit annexé pour fins électorales à la municipalité du canton de Chertsey, dans le même district électoral; ladite annexion devant prendre effet à compter du 30ième jour qui suit la date de la publication du présent avis.

Québec, 25 janvier 1922.

Le sous-ministre des affaires municipales,
465 OSCAR MORIN.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of article 192a of the Quebec Revised Statutes, 1909, that His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 25th of January, 1922, to enact that the township of Chilton, situate in the electoral district of Montcalm, which is not organized into a municipality, be annexed for electoral purposes to the municipality of the township of Chertsey, in the same electoral district; the said annexation to take effect on and from the 30th day following the date of the publication of the present notice.

Quebec, 25th January, 1922.

466 Deputy Minister of Municipal Affairs,
OSCAR MORIN.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

997-21.

Québec, 25 janvier 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu d'un arrêté ministériel en date du 25 janvier 1922, de former une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Christophe, du territoire suivant, situé dans le comté de Temiscamingue;

Les lots Nos 31 à 62, inclusivement, des rangs 1, 2 et 3; les lots Nos 29 à 62, inclusivement, des rangs 4 et 5; les lots Nos 31 à 62, inclusivement, des rangs 6, 7, 8, 9 et 10, tous du canton de Trécesson. Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée. 501

997-21.

Quebec, 25th January, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 25th of January, 1922, to form a separate school municipality, under the name of Saint Christophe, with the following territory, situated in the county of Temiscamingue;

The lots Nos 31 to 62, inclusive, of ranges 1, 2 and 3; the lots Nos 29 to 62, inclusive, of ranges 4 and 5; the lots Nos 31 to 62, inclusive, of ranges 6, 7, 8, 9 and 10, all of the township of Trécesson. These lots not forming part of any organized school municipality. 502

133-22.

Québec, 25 janvier, 1922.

Demande est faite de substituer le nom de "Ville LaSalle" à la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Lachine, *alias* Saints-Anges-de-Lachine, comté de Jacques-Cartier. 503-5-2

133-22.

Quebec, 25th January, 1922.

Application is made to substitute the name of "Ville LaSalle" to the school municipality of Saint-Michel-de-Lachine, *alias* Saints-Anges-de-Lachine, county of Jacques-Cartier. 504-5-2

898-20.

Québec, 26 janvier 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu d'un arrêté ministériel en date du 25 janvier 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, comté de Hull, la moitié sud de la moitié nord du lot No 12 du deuxième rang du canton de Templeton et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Templeton, même comté. 497

898-20.

Quebec, 26th January, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 25th of January, 1922, to detach from the school municipality of Templeton-East, county of Hull, the south half of the north half of the lot No. 12 of the second range of the township of Templeton and to annex it to the school municipality of the village of Templeton, same county. 498

2592-21

Québec, 26 janvier 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu d'un arrêté ministériel en date du 25 janvier 1922, de former une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jean-l'Évangéliste, de tout le canton de Bégin, situé dans le comté de Chicoutimi; ledit canton ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire organisée. 499

2592-21.

Quebec, 26th January, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 25th of January, 1922, to form a separate school municipality, under the name of Saint-Jean-l'Évangéliste, with the whole of the township of Bégin, situate in the county of Chicoutimi; the said township not forming part of any organized school municipality. 500

2092-21

Québec, 19 janvier 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chûtes-Victoria, comté de Labelle, les rangs VI et VII du canton de Rochon, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-François-Régis, (Lac-des-Ecorces), même comté. 409-4-2

2092-21

Quebec, 19th January, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Chûtes-Victoria, county of Labelle, the ranges VI and VII of the township of Rochon, and to annex all the said territory to the school municipality of Saint-François-Regis, (Lac-des-Ecorces), same county. 410-4-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe peut légalement faire, relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Portneuf, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 369—4-2

Avis est par le présent donné que la "Saint-Patrick's Mutual Benefit Association of Quebec" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, ayant pour objet: au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie ou accident.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 371—4-2

Avis est par le présent donné que le "Subscribers at Individual Underwriters" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et assurance contre les dégâts par arroseurs automatiques, le et après le vingt-troisième jour de janvier 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec, sont: Lindsay M. Donaldson, 164 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 385—4-2

Avis est par le présent donné que le "Subscribers at New York Reciprocal Underwriters" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et assurance contre les dégâts par arroseurs automatiques, le et après le vingt-troisième jour de janvier 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont: Lindsay M. Donaldson, 164 rue Saint-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter 111, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies; to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do, in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind, on farm buildings and isolated risks, (such hazards being other than commercial, or extra hazardous) within the limits of the county of Portneuf, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-third day of January, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 370—4-2

Notice is hereby given that the "Saint-Patrick's Mutual Benefit Association of Quebec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of: by means of contributions from its members to make provision for those of its members who are afflicted by sickness or accident.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-third day of January, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 372—4-2

Notice is hereby given that the "Subscribers at Individual Underwriters" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance and sprinkler leakage insurance on and after the twenty third day of January, 1922.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: Lindsay M. Donaldson, 164 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this twenty third day of January, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 386—4-2

Notice is hereby given that the "Subscribers at New York Reciprocal Underwriters" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance and sprinkler leakage insurance on and after the twenty third day of January, 1922.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: Lindsay M. Donaldson, 164 Saint James street, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 387--4-2

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard-de-Michaudville", en vertu de l'article 6870 S. R. P. Q., 1909, (4 Geo. V, ch. 54, s. 1), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu et la foudre sur les bâtiments situés sur tout biens-fonds imposables dans la municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville, comté de Saint-Hyacinthe, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 423--4-2

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this twenty third day of January, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 388--4-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard-de-Michaudville" has been licensed, pursuant to article 6870 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, chap. 54, s. 1) for the transaction of the business of mutual insurance against fire and lightning on building situated upon all taxable property in the municipality of Saint-Bernard-de-Michaudville, county of Saint-Hyacinthe, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of January, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 424--4-2

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure. No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
475--5-5 BUDYK & BUDYK.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédéric Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.
Les avocats de la demanderesse,
491--5-5 GIROUX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
507--5-5 PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER.

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Actions for separation as to property

Superior Court. No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to ester en justice; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,
476--5-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.
GIROUX & GIROUX,
492--5-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.
PATENAUDE, MONETTE,
508--5-5 FILION & BOYER,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Olivier Campeau, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
367—4-5 BLAIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
383—4-5 PERRON, TASCHÉREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
J.-V. D'ARTOIS.

Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.
445—4-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, dûment autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
R. STANLEY WEIR.

43 immeuble Duluth, Montréal. 233—3-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
239—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 909.

Dame Marguerite-Esther Beguin, épouse commune en biens de Jean-Henri Van Koolbergen, instituteur, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, le 4 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
85—2-5 J.-A.-E. DION.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

368—4-5 BLAIN & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

384—4-5 PERRON, TASCHÉREAU, RINFRET,
VALLEE & GENEST,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, January 24th, 1922.

446—4-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,
Attorney for plaintiff.

43 Duluth building, Montreal. 234—3-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

240—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 909.

Dame Marguerite-Esther Beguin, wife common as to property of Jean-Henri Van Koolbergen, teacher, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, January the 4th, 1922.

J.-A.-E. DION,
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure.

Dame Adélie Vallée, épouse commune en biens de Raymond Labbé, de Stanstead, demanderesse; vs ledit Raymond Labbé, cultivateur du même lieu, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée en cette cause.

Sherbrooke, 5 Janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
103—2-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2916.

Dame Zénéide Bélanger, épouse de Léon Paquet, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Léon Paquet, journalier, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trentième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Québec, 4 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
113—2-5 BEDARD & FLYNN

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2338.

Dame Sadie Milberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Guretsky *alias* Max Melden, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Max Guretsky *alias* Max Melden, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
179—2-5 M. GARBER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 3646.

Dame Bessie Shapiro, des cité et district de Montréal, épouse de Solomon J. Levin, tous deux du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs. le dit Solomon J. Levin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

Montréal, 30 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
19—1-5 S. ELIASOPH.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court.

Dame Adélie Vallée of Stanstead, wife of Raymond Labbé, of the same place, plaintiff; vs the said Raymond Labbé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Sherbrooke, 5th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
104—2-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2916.

Dame Zeneide Belanger, wife of Leon Paquet, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Leon Paquet, laborer, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the thirtieth day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

Quebec, January 4th 1922.

BEDARD & FLYNN,
114—2-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2338.

Dame Sadie Milberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Guretsky *alias* Max Melden, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Max Guretsky *alias* Max Melden, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 1st of November, 1921.

M. GARBER,
180—2-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 3646.

Dame Bessie Shapiro, wife common as to property of Solomon J. Levin, both of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs. the said Dolomon J. Levin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said defendant, Montreal 30th December, 1921.

S. ELIASOPH,
20—1-5 Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the

la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les procureurs du requérant,
ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
349—4-5 GODBOUT.

date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
350—4-5 GODBOUT,
Attorneys for applicant

AUX ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE
DES TRAMWAYS DE MONTREAL

TO THE SHAREHOLDERS OF "MONTRAL
TRAMWAYS COMPANY."

Avis est aux présentes donné aux actionnaires de la compagnie des Tramways de Montréal, conformément à l'article 6496 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, qu'à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, tenue le 13 décembre 1921, la balance due sur le capital nouveau émis en conformité d'une résolution du conseil d'administration de la compagnie, en date du 22 juillet 1915, devient dû et payable comme suit:

Deuxième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er février 1922.

Troisième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er mars 1922.

Quatrième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er avril 1922.

Cinquième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er mai 1922.

Sixième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er juin 1922.

Septième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 2 juillet 1922.

Huitième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er août 1922.

Neuvième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er septembre 1922.

Dixième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 2 octobre 1922.

Les actionnaires peuvent payer tous les appels ensemble, s'ils le désirent, et en ce faisant ils recevront le dividende régulier à compter de la date de paiement.

Le secrétaire-trésorier,
129 PATRICK DUBEE.

Notice is hereby given to the shareholders of Montreal Tramways Company, in accordance with article number 6496 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that at a meeting of the board of directors of the company, held on the 13th day of December, 1921, the balance due on the new stock issued in accordance with the resolution of the board of directors of the company, of the 22nd July, 1915, becomes due and payable as follows:

Second call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st February, 1922.

Third call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st March, 1922.

Fourth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st April, 1922.

Fifth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st May, 1922.

Sixth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st June, 1922.

Seventh call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 2nd July, 1922.

Eighth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st August, 1922.

Ninth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st September, 1922.

Tenth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 2nd October, 1922.

Shareholders desiring to do so may pay all of the calls together, and by doing so will receive the regular dividend from the date of payment.

PATRICK DUBEE,
130 Secretary-Treasurer.

Charte—abandon de :

Charter—Surrender of :

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5793a il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Citadel Leather Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1919, et par lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour de juin 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Citadel Leather Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
471 C.-J. SIMARD.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5793a, the Lieutenant Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Citadel Leather Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty sixth day of May, 1919, and by supplementary letters patent dated the eleventh day of June, 1920.

Notice is also given that on and from the date of the publication of this notice, the company "Citadel Leather Company, Limited" is dissolved.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,
472 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 11 janvier 1922.

Quebec, January 11th, 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph Sirois, notaire, pratiquant et demeurant en la cité de Québec, par

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Sirois, notary, practicing and residing in the city of Québec, whereby he prays

laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu sieur Louis-Philippe Sirois, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
169—2-5 C.-J. SIMARD.

for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Philippe Sirois, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
170—2-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. Cour supérieure, No 705.

25 janvier 1922

PRESENT: le protonotaire H.-A. Beauregard. Alphonse Guertin, demandeur; vs Donat Laramée, défendeur, et La Banque de Montréal, opposante.

Vu l'allégation de la déconfiture du défendeur et vu que certains deniers, produits de meubles, ont été rapportés en justice, ordre est donné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations au bureau dudit protonotaire, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Le protonotaire,
443—4-2 H.-A. BEAUREGARD.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe Superior Court, No. 705.

25th January, 1922,

PRESENT: H. A. Beauregard, P.S.C. Alphonse Guertin, plaintiff, vs Donat Laramée, defendant, and Bank of Montreal, opposant.

Whereas certain monies have been returned into Court after the sale of moveable effects of defendant and whereas it is alleged that said defendant is insolvent, the creditors of said defendant are ordered to file their claims with the prothonotary of said Court within 15 days after the first insertion of the present notice.

H. A. BEAUREGARD,
444—4-2 Prothonotary.

Soumissions

Province de Québec, cité des Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité des Trois-Rivières recevra, d'hui au treizième jour de février 1922, à quatre heures P. M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumissions pour débetures de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de débetures de ladite cité des Trois-Rivières, au montant de cent quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$149,900.00), émises pour divers objets, en vertu des divers règlements dûment approuvés suivant la loi, savoir:

A. Règlement 413, \$90,100.00 datées du 1er novembre 1921 et échéant dans dix ans de leur date, portant intérêt au taux de 6% par année, payables semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année;

B. Règlement 414, \$59,800.00 datées du 1er novembre 1921 et échéant dans dix ans de leur date, portant intérêt au taux de 6% par année, payables semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année;

Le capital des susdites débetures et les intérêts sur icelles seront payables à l'option du porteur, au bureau-chef de la banque d'Hochelaga, en la cité de Montréal, province de Québec, ou à aucune des succursales de ladite banque d'Hochelaga, en la cité des Trois-Rivières, ou en la cité de Montréal, ou en la cité de Québec. Lesdites soumissions seront prises en considération à la séance du conseil, le treize février 1922, à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourront le faire. Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la valeur au pair de ces émissions. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts

Tenders

Province of Quebec, city of Three Rivers.

Public notice is hereby given that the council of the city of Three Rivers will receive, until the thirteenth day of February, 1922, at four o'clock P. M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tenders for city of Three Rivers' Bonds", for the purchase of said city of Three Rivers' bonds, amounting to one hundred forty nine thousand nine hundred dollars (\$149,900.00), issued for various purposes, under several by-laws, duly approved according to law, viz:

A. By-law 413, \$90,100.00 dated November 1st, 1921, maturing in ten years from their date, bearing interest at the rate of 6% per annum, payable semi-annually on the 1st day of May and of November in each year;

B. By-law 414, \$59,800.00 dated November 1st, 1921, maturing in ten years from their date, bearing interest at the rate of 6% per annum, payable semi-annually on the 1st day of May and of November in each year;

Both the principal of these debentures and the interest thereon are payable at the holder's option at the chief office of the bank of Hochelaga, in the city of Montreal, Province of Quebec, or at any of the branches of the said bank of Hochelaga in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec. The said tenders will be considered at the meeting of the Council of the city of Three Rivers, the thirteen February, 1922, at eight o'clock P. M., or so soon thereafter as the Council or one of its committees can do so. Every tender must be accompanied by a certified cheque equal to one per cent of the per value of the issues. After the opening of the tenders, the cheque deposited by the tenderers whose offers are not accepted, shall be handed back to them without delay; that of the tenderer whose offer is accepted shall be handed back to him after the execution of his contract.

Every tender shall specify whether the price offered does or does not include the interest ac-

accrus sur les bons au moment de leur livraison. La cité des Trois-Rivières ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Trois-Rivières, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Le trésorier de la cité des Trois-Rivières,
363—4-2 ARTHUR NOBERT.

CITE DE WESTMOUNT.

Soumissions pour obligations.

On demande des soumissions pour les émissions suivantes de 5½% obligations sériées de la cité de Westmount.

Autorisées par	Echéance	Montant
Règlement 349	1er nov. 1922 à 1er nov. 1922	\$ 95,000.00
Règlement 349	1er nov. 1940 à 1er nov. 1960	\$ 99,000.00
Règlement 350	1er nov. 1922 à 1er nov. 1960	\$ 79,000.00
		<u>\$ 273,000.00</u>

Les soumissions doivent être cachetées dans des enveloppes visiblement étiquetées "soumissions pour obligations" et produites chez le soussigné avant 5 heures le 14 février 1922.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Sur demande on pourra obtenir plus de détails relatifs à ces émissions.

Le secrétaire-trésorier,
431—4-2 ARTHUR F. BELL.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du greffier de la ville de la corporation de la ville de Montréal-Sud, Qué., jusqu'à midi, jeudi, le 23 février 1922, pour l'achat de \$20,000.00 piastres de débentures à 6% de la corporation de la ville de Montréal-Sud, Qué., payables à la banque d'Hochelega, à Longueuil et à Montréal Qué., d'une période n'excédant pas quarante ans, à compter du 1er mai 1921.

Les débentures sont émises conformément au règlement No 40 et à l'ordre No 298, en date du 12 mai 1920, de la commission des services publics de Québec.

Lesdites débentures sont par dénominations de \$1,000.00, avec coupons d'intérêts annexés, payables le premier jour de mai et de novembre de chaque année.

Toutes les soumissions mentionneront l'intérêt accru du 1er novembre 1921, et doivent être accompagnées d'un chèque accepté de \$2,000.00, montant égal à 10% de l'emprunt.

La corporation ne s'engage pas à accepter la plus basse soumission offerte ni aucune autre.

Le greffier de la ville,
535 M.-M. CONDON,
Hôtel-de-Ville, Montréal-Sud.

crued on the debentures at the time of their delivery. The city of Three Rivers does not bind itself to accept any of the tenders.

Three Rivers, this twenty-third day of January, 1922.

ARTHUR NOBERT,
364—4-2 Treasurer of the city of Three Rivers.

CITY OF WESTMOUNT

Tenders for bonds.

Tenders are invited for the following issues of 5½% serial bonds of the city of Westmount.

Authorized by	Maturing at	Amount of issue
By-law 349	1st. Nov., 1922 to 1st. Nov., 1940	\$ 95,000.00
By-law 349	1st. Nov., 1922 to 1st. Nov., 1960	\$ 99,000.00
By-law 350	1st. Nov., 1922 to 1st. Nov., 1960	\$ 79,000.00
		<u>\$ 273,000.00</u>

Tenders must be enclosed in sealed envelopes plainly marked "Tender for Bonds" and filed with the undersigned not later than Tuesday, the 14th February 1922, at 5 o'clock.

The council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

Full particulars as to these issues may be had upon application.

432—4-2 ARTHUR F. BELL,
Secretary-Treasurer.

Sealed tenders will be received at the office of the town clerk of the corporation of the town of Montreal South, Que., until noon, Thursday, the 23rd day of February, 1922, for the purchase of \$20,000.00 dollars, 6% debentures of the corporation of the town of Montreal South, Que., payable at the bank of Hochelega, Longueuil and Montreal, Que., for a period not to exceed forty years from the 1st day of May, 1921.

The debentures are issued according to by-law No. 40 and order No. 298, dated the 12th day of May, 1920, of the Quebec Public Service Commission.

The said debentures are of \$1,000.00 denominations, with interest coupons attached, which are payable on the first days of May and November, in each year.

All tenders must specify accrued interest from November, 1st, 1921, and must be accompanied by an accepted cheque for \$2,000.00, an amount equal to 10% of the loan.

The corporation will not be bound to accept the lowest or any of the tenders submitted.

M. M. CONDON,
536 Town clerk,
Town hall, Montreal South, Que.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Fabien Thibault, de Rimouski, marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le SEPTIEME jour de MARS 1922, à ONZE

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Fabien Thibault, merchant, of Rimouski, authorized assignee.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTH day of MARCH, 1922, at ELE-

heures a. m., sera vendu à mon bureau, 44 rue Dalhousie, Québec, l'immeuble appartenant à cette succession.

Partie ouest du lot deux cent trente-huit (No 238) du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, étant un terrain mesurant environ cinquante pieds de front, sans garantie de mesure, mais compris dans les bornes suivantes: au nord du fleuve Saint-Laurent, à l'est à C.-A. St. Pierre, au sud à la rue Saint-Germain et à l'ouest aux représentants A.-G. Dion—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Lt'd.

Québec, le 1er février 1922.

519—5-2

Avis est par le présent donné que "The Sun Trust Company, Limited", syndic aux biens de Edouard Bergevin, de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay, Qué., que le terrain et bâtisses appartenant audit Edouard Bergevin seront vendus auxdits jour, lieu et heure ci-après mentionnés.

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, pour la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay, comme étant la moitié nord-ouest du numéro soixante-huit, les numéros soixante-neuf, soixante-dix, soixante-onze et cette partie de la rue désignée comme étant le numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quinze (1/2 n.-o. 68, No pt. 69-70-71-7 de 315)—avec les bâtisses y érigées; ladite rue ci-dessus se trouvant située entre lesdits lots Nos. 69 et 70.

Pour être vendus, suivant les conditions de la vente, à la porte de l'église de Sainte-Martine, comté de Châteauguay, Qué., le QUATRIEME jour de MARS 1922, à ONZE heures du matin.

Montréal, 25 janvier 1922.

THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED.

427—4-2

VFN o'clock a. m., will be sold at my office, 44 Dalhousie street, Quebec, the immovable property belonging to above estate as follows.

The west part of lot number two hundred and thirty eight (No. 238) of cadastral plan for the city of Saint-Germain-de-Rimouski, being a certain piece of land measuring about fifty feet in front, without any guarantee of measure, but bounded as follows: at north to the Saint Lawrence river, at east to C. A. St. Pierre, at south to the Saint Germain street and the west to A. G. Dion's representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Lt'd, building.

Quebec, 1st February, 1922.

520—5-2

Notice is hereby given by "The Sun Trust Company, Limited", trustee to the property of Edouard Bergevin, of the parish of Sainte-Martine, county of Châteauguay, Que., that the lands and buildings belonging to the said Edouard Bergevin will be sold on the day and at the place and hour hereunder mentioned.

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Martine, county of Châteauguay, as being the northwest half of the number sixty eight, the numbers sixty nine, seventy, seventy one and that part of the street designated as being the number seven of the official subdivision of the original lot number three hundred and fifteen (n. w. 1/2, 68, No. pt. 69,70,71-7 of 315)—with the buildings thereon erected; the aforesaid street being situated between the said lots Nos. 59 and 70.

To be sold, according to the conditions of the sale, at the church door of Sainte Martine, county of Châteauguay, Que., the FOURTH day of MARCH, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Montreal, 25th January, 1922.

THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED.

428—4-2

Ventes pour taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LEVIS.

Avis public est par les présentes donné par Raoul Demers, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés, seront vendus par encan public, en la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, au lieu ordinaire où le conseil municipal du comté de Lévis tient ses sessions, dans les salles de l'hôtel-de-ville, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de MARS mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires, et les charges dues à la municipalité ci-dessous mentionnée, pour les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir:

Sales for taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LEVIS.

Public notice is hereby given by Raoul Demers, the secretary-treasurer, that the lands hereinafter mentioned shall be sold by public auction in the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin, at the place where the sessions of the municipal council of the county of Lévis are held in the city hall, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of MARCH next, (1922), at TEN o'clock, in the forenoon, for municipal and school taxes and charges due to the municipality hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter described, unless the sum be paid with fees before the sale, to wit:

Propriétés situées dans la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin.

1. Partie des lots numéros cinq cent dix-huit et cinq cent soixante-seize (518 et 576) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, appartenant à Oscar Roy, pour le prix de cent trente-cinq piastres et vingt-cinq centins (\$135.25) avec honoraires et déboursés ;

2. La propriété de "The Chaudiere Heights Realty Company, Limited", située à Chaudière Bassin, dans la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, pour cinquante-cinq piastres et soixante-cinq centins (\$55.65) et les frais.

Donné à Saint-Romuald-d'Etchemin, ce vingt-troisième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier du C. M. C. L.,
335-4-2 RAOUL DEMERS.

Properties situated in the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin.

1. Part of lots number five hundred and eighteen and five hundred and seventy-six (518-576) of the official cadastral for the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, belonging to Oscar Roy, for the price of one hundred and thirty-five dollars and twenty-five cents (\$135.25) with fees and disbursements ;

2. The property of "The Chaudiere Heights Realty Company, Limited", situated at Chaudiere Bassin, in the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin, for the price of fifty-five dollars and sixty-five cents (\$55.65) with fees and disbursements.

Given at Saint-Romuald-d'Etchemin, this twenty-third day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty-two.

RAOUL DEMERS,
336-4-2 Secretary-Treasurer of C. M. C. L.

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DU COMTÉ DE GASPÉ,
NO 1.

Avis public est par les présentes donné par S.-J. Flynn, secrétaire-trésorier, que les terrain ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions au palais de justice, à Percé, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes scolaires dues, à moins que ces montants, et les frais encourus, ne soient payés avant le jour ci-dessus indiqué.

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
GASPE, No 1.

Public notice is hereby given by S. J. Flynn, secretary-treasurer, that the lands hereunder described will be sold at public auction, at the place where the county council holds its meetings, at the Court house, at Percé, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the school taxes due, unless these amounts, with costs incurred, be paid before the day above stated.

Nom du propriétaire. Name of owner.	No du cadastre. Cadastral number.	Rang Range.	No	Acres	Montant dû. Amount due.
Éritiers feu—Heirs late Alfred Laws.....	6a & 6f....	1er-1st....	32	64	\$ 4.06
John White, Sr.....	16f.....	1er-1st....	52	60	3.98

Donné à Percé, le dix-huitième jour de janvier mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier, C. C. de Gaspé, No 1.
365-4-2 S.-J. FLYNN.

Given at Percé, the eighteenth day of January, one thousand nine hundred and twenty two.

S. J. FLYNN,
366-4-2 Sec.-Treas. C. C. of Gaspé, No. 1.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
CORPORATION DE LA VILLE DE
MAGOG.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL
OF THE CORPORATION OF THE TOWN
OF MAGOG.

Je, soussigné, donne par les présentes avis public que les immeubles ci-après mentionnés, situés dans ladite corporation de la ville de Magog, seront vendus à l'enchère, JEUDI, le DEUXIEME jour de MARS prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues à ladite municipalité sur

I, the undersigned, hereby give public notice that the after mentioned immovables situated in the said corporation of the town of Magog, shall be sold to auction, on THURSDAY, the SECOND day of MARCH next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due to this municipality by the hereafter

les immeubles ci-après désignés, à moins que lesdites taxes ne soient payées avec les frais et les intérêts, avant ladite vente.

La vente aura lieu dans le bureau de la corporation, dans la bâtisse du marché.

mentioned immoveable properties, unless the said taxes, with interest and costs, be paid before.

The sale shall take place in the office of the corporation, in the market building.

Noms Names	Lot No Lot No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêt Interest	Total
Succession—Estate Wright.....	212-213.....	\$106.24	\$27.61	\$ 4.05	\$137.90
Corporation canton—township Magog..	1335-1346.....	18.40	6.11	2.29	26.80

Donné à Magog, ce cinquième jour de janvier mil neuf cent vingt-deux.
Le secrétaire-trésorier,
209 ALF. TOURIGNY.

Given at Magog, this fifteenth day of January, nineteen hundred and twenty two.
ALF. TOURIGNY,
Secretary Treasurer,

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ZOEL PRATTE, de-
No 207. } mandeur; vs
PIERRE TANGUAY, défendeur; et P.-A. LANDRY, mis-en-cause; et DAME G. COURTEAU ET AL, demandeurs en reprise d'instance.
Comme appartenant aux demandeurs en reprise d'instance:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ZOEL PRATTE, plain-
No. 207. } tiff; vs PIERRE
TANGUAY, defendant; and P.-A. LANDRY, mis-en-cause; and DAME G. COURTEAU ET AL., plaintiffs in continuance.

Le quart est du lot de terre No 27 du 2ième rang du canton de Bulstrode, contenant 50 acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites. Ledit quart de lot maintenant connu et désigné par le lot No 137 du cadastre officiel pour le canton de Bulstrode.

As belonging to the plaintiffs in continuance:

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le HUITIEME jour de MARS prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

The east quarter of the lot of land No. 27 of the 2nd range of the township of Bulstrode, containing 50 acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected. The said quarter of lot now known and designated by the lot No 137 of the official plan and book of reference for the township of Bulstrode.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 27 janvier 1922.
[Première publication, 4 février 1922]
461—5-2

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault, on the EIGHTH day of MARCH next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.
Arthabaska, 27th of January, 1922.
[First publication, 4th February, 1922]
462—5-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } EDOUARD GRE-
Nos 475-478. } NIER, demandeur;
vs FRANÇOIS ST-PIERRE, défendeur.
Comme appartenant au défendeur:
Les lots Nos 228, 230, 301, 302, 303 et 304 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester—avec les bâtisses y érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } EDOUARD GRE-
Nos 475-478. } NIER, plaintiff;
vs FRANÇOIS ST-PIERRE, defendant.
As belonging to said defendant:

Pour être vendus (en bloc) à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, le SEIZIEME jour de FEVRIER prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

The lots Nos 228, 230, 301, 302, 303 et 304 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester—with the buildings thereon erected.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 13 janvier 1922.
[Première publication, 14 janvier 1922]
203—2-2

To be sold (en bloc) at the parochial church door of Sainte-Hélène-de-Chester, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Sheriff.
Arthabaska, 13th of January, 1922.
[First publication, 14th January, 1922]
204—2-

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Province de Québec, } ANSELME
District de Saint-François. } TALBOT,
No 688. } journalier, de-
mandeur; vs ALFRED POTIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lopin de terre ou emplacement de forme triangulaire à être détaché de la partie nord du lot numéro cent sept (107) du plan cadastral officiel du canton Ely, mesurant environ la moitié d'un acre en superficie—avec les bâtisses, la fabrique de geurre et de fromage et les autres bâtisses dessus construites, de même que toutes les machines et la machinerie nécessaires pour la mise en activité desdites beurrerie et fromagerie réunies, celles qui se trouvent actuellement dans les bâtisses et celles qui sont ailleurs, sans aucune réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Mary de Ely, dans le canton Ely, dans le district de Bedford, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

C. B. JAMIESON.

Sweetsburg, le 10 janvier 1922.

[Première publication, 14 janvier 1922]

189—2-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Province of Quebec, } ANSELME
District of Saint Francis. } TALBOT, h-
No. 688. } borer, plaintiff;
vs ALFRED POTIER, defendant.

As belonging to defendant:

A piece of land or emplacement of triangular form to be detached from the north part of lot number one hundred and seven (107) of the official cadastral plan of the township of Ely, containing about one half acre in superficies—with the buildings, a butter and cheese factory and other buildings thereon erected and made, as well as all the machines and machinery, necessary for the running of said butter and cheese factory combined, as well actually in the buildings as elsewhere without any reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Mary of Ely, in the township of Ely, in the district of Bedford, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and twenty-two, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-B. JAMESON.

Sheriff.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

[First publication, 14th January, 1922]

190—2-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.
Chicoutimi, à savoir : } ONESIME TREM-
No 3974. } BLAY, de la ville
de La-Tuque, marchand, demandeur; vs JOS. BOUDREAU, de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, défendeur, à savoir:

Un lopin de terre ou emplacement formé d'une partie du lot dix-b-un (10-b-1) du premier rang ouest au cadastre officiel du canton Tremblay et comprenant aussi une pointe de terre comprise dans le terrain de l'ancien chemin public ou route Sainte-Marie, lequel terrain mesure cent cinquante pieds de largeur du sud au nord, en mesurant à angle droit entre les lignes latérales, sur cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest et est compris dans les bornes suivantes: en front vers l'est au nouveau chemin public ou route Sainte-Marie à sa limite actuelle, vers le nord, vers l'ouest et vers le sud par le terrain du vendeur; la ligne nord du terrain maintenant vendu étant parallèle au pan nord de la maison érigée par Monsieur Boudreau sur ce terrain, et distante vers le nord de douze pieds de ce pan; cette même ligne nord du terrain maintenant vendu se trouvant à environ trois cents pieds au sud de la ligne sud du terrain vendu par le présent vendeur à Théophile Côté—avec bâtisses dessus construites et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, LUNDI, le VINGTIEME jour de MARS 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Chicoutimi, 31 janvier 1922 ELZ. BOIVIN.

[Première publication, 4 février 1922]

521—5-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.
Chicoutimi, to wit : } ONESIME TRFM-
No. 3974. } BLAY of the
town of La-Tuque, plaintiff; vs JOS. BOUDREAU of Sainte Anne, county of Chicoutimi, defendant, to wit:

A piece of land or emplacement composed of part of lot ten-b-one (10-b-1) of the first rang west of the official cadastre of the township Tremblay including also a corner of land include in the ground of the old public road or "route Sainte Marie", which land measure one hundred and fifty feet in width from south to north, being measured at right angle between lateral lines, by one hundred feet in depth from east to west, and is include in the following boundaries: by the front towards the east to the new public road or "route Sainte Marie" at its actual limit, towards the north, the west and the south by the land of the seller; the north line of the land now sold being a parallel to the north edge of the house erected by Mr. Boudreau on this land, and apart toward the north by twelve feet from this edge; this same north line of the land now sold, lying at about three hundred feet to the south of the south line of the land sold to Theophile Côté by the present seller—with buildings thereon erected and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, MONDAY, the TWENTIETH day of MARCH, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Chicoutimi, January 31st, 1922. Sheriff.

[First publication, 4th February, 1922]

522—5-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, à savoir: } **W**ILFRID ADE-
No 3947. } LARD POT-

VIN, avocat, de la cité de Fraserville, demandeur; contre EMILE LAROCHELLE, de la paroisse de Saint-Arsène, défendeur, à savoir:

1. Les lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous les numéros 228-229-230-231-232 et 233, du quatrième rang de la paroisse de Saint-Arsène—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot de terre numéro quatre cent treize (No 413) du cinquième rang de la même paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu soit en bloc, soit chaque numéro séparément, au choix du demandeur à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène le NEUVIEME jour de MARS prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup 30 janvier 1922.

[Première publication, 4^e février 1922]
545-5-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } **W**ILFRID ADE-
No. 3947. } LARD POT-

VIN, advocate, of the city of Fraserville, plaintiff; against EMILE LAROCHELLE, of the parish of Saint Arsène, defendant, to wit:

1. The lots of land now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Temiscouata, for the parish of Saint Arsène, under the numbers 228, 229, 230, 231, 232 and 233 of the fourth range of the parish of Saint Arsène—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot of land number four hundred and thirteen (No. 413) of the fifth range of the same parish, circumstances and dependencies.

The whole to be sold either *en bloc* or separately at the choice of the plaintiff, at the church door of the parish of Saint Arsene, the NINTH day of MARCH next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière du Loup, January 30th, 1922.

[First publication, 4th February, 1922]
546-5-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Québec.
Montmagny, à savoir: } **L**ÉONARD BEAU-
No 3761. } LIEU, de Saint-

Philémon, demandeur; contre ALPHONSE NADÉAU, de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny, défendeur.

1. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est par la route de l'Eglise, à l'ouest par la fabrique, au nord à Léon Larochelle et au sud à Joseph Caron—avec les droits du défendeur sur ledit terrain;

2. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est à la route de l'Eglise, à l'ouest à la fabrique, au sud à François Manitha et au nord à Adolphe Beaulieu—avec les droits du défendeur sur ledit terrain.

Les deux immeubles étant sujets à une rente foncière annuelle de dix piastres (\$10.00) payable semi-annuellement le 15 avril et le 15 octobre de chaque année à la fabrique de Saint-Juste-de-la-Bretonnière.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 1er février 1922
[Première publication, 4 février 1922]

515-5-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Québec.
Montmagny, to wit: } **L**ÉONARD BEAU-
No. 3761. } LIEU of Saint-

Philémon, plaintiff; against ALPHONSE NADÉAU, of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, county of Montmagny, defendant.

1. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet; bounded on the east by the Church road, on the west by the fabrique, on the north by Léon Larochelle and on the south by Joseph Caron—with the rights of the defendant in the said lot of land;

2. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet; bounded on the east by the Church road, on the west by the fabrique, on the south by François Manitha and on the north by Adolphe Beaulieu—with the rights of the defendant in the said lot of land.

The two moveables being, subject to a yearly ground rent of ten dollars (\$10.00), payable semi-annually on the 15th of April and the 15th of October of every year to the fabrique of Saint-Juste-de-la-Bretonnière.

To be sold at the parochial church door of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 1st February, 1922.
[First publication, the 4th February, 1922]

516-5-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **F. MIREAULT** dit
No 2132.) **LAPLUME**, de-
mandeur; contre **JAMES THOMAS STANGER**,
défendeur.

L'immeuble composé des lots suivants, savoir:

(A) Un lot de terre portant le No trois cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro huit (No 8-335) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; ledit lot ayant front sur la rue Saint-Denis, dans la cité de Montréal;

(B) Les lots de terre portant les numéros cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante-un, cinq cent cinquante-deux et cinq cent cinquante-trois de la subdivision du lot originaire No huit (Nos 8-548, 549, 550, 551, 552 et 553) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; lesdits lots ayant front sur la rue Huntly, maintenant De Saint-Valiers, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites. Le tout pour être vendu comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 1er février 1922.

[Première publication, 4 février 1922]

529—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **DAME IDA SHEA-**
No 443.) **RER**, de la cité de
Westmount, veuve de feu David Williamson, décédé, en son vivant du même lieu, industriel; **JOHN WILLIAMSON**, recteur, et **JAMES SHEARER COSTIGAN**, ingénieur civil, les deux de la cité de Montréal, parties aux présentes en leur qualité de fidéicommissaires d'après le dernier testament dudit David Williamson demandeurs; vs **CITY DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED**, corporation légale dument constituée, dont le siège social est dans la cité de Montréal, défenderesse.

Les parties suivantes de la subdivision A du lot No. 176, communément connues sous le No. 176-A aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, à savoir:

a. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard, dans la cité de Montréal, connus comme étant la subdivision deux de la subdivision cent un (176A-101-2); la subdivision 3 de ladite subdivision cent un et la subdivision 1 de ladite subdivision cent deux dudit lot officiel cent soixante-seize A (176A—101-3—102-1) et la subdivision deux de ladite subdivision cent deux dudit lot officiel (176A—102-2);

b. Le lot de terre ayant front sur ladite avenue Old Orchard connu comme étant la subdivision deux de la subdivision cent vingt-deux dudit lot cent soixante-seize A (176A—122-2);

c. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard susdite connus comme étant la subdivision deux de la subdivision cent vingt-trois (176A-123-2); la subdivision un de la subdivision

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **F. MIREAULT** dit LA-
No. 2132.) **PLUME**, plaintiff;
against **JAMES THOMAS STANGER**, defend-
ant.

The immoveable composed of the following lots, to wit:

(A) A lot of land bearing the number three hundred and thirty five of the subdivision of the original lot number eight (No. 8-335) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; the said lot fronting on Saint Denis street, in the city of Montreal;

(B) The lots of land bearing the numbers five hundred and forty eight, five hundred and forty nine, five hundred and fifty, five hundred and fifty one, five hundred and fifty two and five hundred and fifty three of the subdivision of the original lot No. eight (No., 8-548, 549, 550, 551, 552 and 553) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis; the said lots fronting on Huntly street, now De Saint Valiers street, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected. The whole to be sold as one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 1st February, 1922.

[First publication, 4th February, 1922]

530—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **DAME IDA SHEA-**
No. 443.) **RER**, of the city of
Westmount, widow of the late David Williamson, deceased, in his lifetime of the same place, manufacturer; **JOHN WILLIAMSON**, rector and **JAMES SHEARER COSTIGAN**, civil engineer, both of the city of Montreal, herein acting in their quality of trustees of the last will and testament of the said late David Williamson plaintiffs; vs **CITY DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED**, a body corporate duly incorporated, having its chief place of business in the city of Montreal, defendant.

The following portions of subdivision A of lot No. 176 or what is commonly known as 176A on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, namely:

a. Those lots of land fronting on Old Orchard Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision two of subdivision one hundred and one (176A-101-2); subdivision 3 of said subdivision one hundred and one and subdivision 1 of said subdivision one hundred and two of said official lot one hundred and seventy six A (176A—101-3 and 102-1); and subdivision two of said subdivision one hundred and two of said official lot (176A—102-2);

b. That lot of land fronting on said Old Orchard Avenue known as subdivision two of subdivision one hundred and twenty two of said lot one hundred and seventy six A (176A—122-2);

c. Those certain lots fronting on Old Orchard Avenue aforesaid, known as subdivision two of subdivision one hundred and twenty three (176A—123-2); subdivision one of subdivision one

cent vingt-quatre dudit lot officiel (176A—124-1); la subdivision deux de ladite subdivision cent vingt-quatre et la subdivision un de la subdivision cent vingt-cinq dudit lot officiel cent soixante et seize A (176A—124-2 et 125-1);

d. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard susdite connus comme étant la subdivision trois de la subdivision cent vingt-cinq et la subdivision un de la subdivision cent vingt-six dudit lot cent soixante-seize A (176A—125-3 et 126-1); et la subdivision deux de ladite subdivision cent vingt-six dudit lot officiel cent soixante-seize A (176A—126-2).

Pour être vendues à mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 1er février 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 4 février 1922]
531—5-2

hundred and twenty four of said official lot (176A—124-1); subdivision two of said subdivision one hundred and twenty four and subdivision one of subdivision one hundred and twenty five of said official lot one hundred and seventy six A (176A—124-2 and 125-1);

d. Those certain lots of land fronting on Old Orchard Avenue aforesaid known as subdivision three of subdivision one hundred and twenty five and subdivision one of subdivision one hundred and twenty six of said lot one hundred and seventy six A (176A—125-3 and 126-1); and subdivision two of said subdivision one hundred and twenty six of said official lot one hundred and seventy six A (176A—126-2).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 1st February, 1922. Sheriff.
[First publication, 4th February, 1922]
532—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LES COMMISSAIRES D'ECOLES No 18456. j L'ES D'ECOLES de la cité de Verdun, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, demandeurs; contre WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Le lot de terre étant subdivision No 336 du lot No officiel 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situé en la cité de Verdun, étant une ruelle;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 1040, 1041, 1042, 1043, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 4ième Avenue;

Les lots de terre étant les subdivisions officielles Nos 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125 du lot officiel No 4671, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 5ième Avenue;

Le lot de terre étant subdivision 124 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situé en la cité de Verdun, étant une ruelle;

Les lots de terre Nos 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 16, 14, 12, 11, 7, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 174, 175, 176, 177, 181, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 198, 199, 200, 203, 204, 205, 206, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 5ième Avenue;

Le lot étant la subdivision No 362 du No officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, étant une ruelle;

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE SCHOOL COMMISSIONERS of the city of Verdun, a corporation duly incorporated, having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, plaintiffs; against WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, defendant.

The lot of land being the subdivision No 336 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, being a lane;

The lots of land being the subdivisions Nos 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 1040, 1041, 1042, 1043 of the official lot number 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, fronting on 4th Avenue;

The lots of land being the subdivisions Nos 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125 of the official lot No 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, fronting on 5th Avenue;

The lot of land being the subdivision 124 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, being a lane;

The lots of land Nos 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 16, 14, 12, 11, 7, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 174, 175, 176, 177, 181, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 198, 199, 200, 203, 204, 205, 206 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, and fronting on 5th Avenue;

The lot being the subdivision No. 362 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, being a lane;

Les lots étant les subdivisions Nos 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 1059, 1060, 1062, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 5ième Avenue;

Les lots de terre étant les subdivisions 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 99, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 439, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 364, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun et ayant front sur la 6ième Avenue;

Les lots de terre étant les subdivisions 30, 31, 86, 116, 117, 118, 121, 168, 169, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Wellington;

Les lots de terre étant les subdivisions 160, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 295, 296, 298, 299, 300, 356, 358, 359, 443, 444, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Verdun;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 348, 349, 350, 351, 352, 433, 434, 435, 436, 437, 438, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Bannantyne;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 482, 483, 484, 485, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, située en la cité de Verdun, et ayant front sur le lot No 4671-486 (continuation de la rue Bannantyne);

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 558, 559, 560, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Bannantyne.

Pour être vendus en bloc suivant jugement de l'hon. juge Coderre, en date du 23 janvier 1922.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 2 février 1922.

[Première publication du 28 janvier 1922 est nulle]
[Première publication, 4 février 1922]

441-4-2

The lots being the subdivisions, Nos 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396,, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 1059, 1060, 1062, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on 5th Avenue;

The lots of land being the subdivisions Nos 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 99, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 439, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on 6th Avenue;

The lots of land being the subdivisions Nos 30, 31, 86, 116, 117, 118, 121, 168, 169 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun, fronting on Wellington street;

The lots of land being the subdivisions Nos 160, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 295, 296, 298, 299, 300, 356, 358, 359, 443, 444 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on Verdun street;

The lots of land being the subdivisions Nos 348, 349, 350, 351, 352, 433, 434, 435, 436, 437, 438 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on Bannantyne street;

The lots of land being the subdivisions Nos 482, 483, 484, 485 of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on the lot No. 4671-486 (continuation of Bannantyne street);

The lots of land being the subdivisions Nos 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 558, 559, 560, of the official lot No. 4671 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun and fronting on Bannantyne street.

To be sold *en bloc*, in conformity with a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 23rd of January, 1922.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 2nd February, 1922. Sheriff.

[First publication of 28th January, 1922 is null]
[First publication, 4th February, 1922]

442-4-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME PHILOMENE
No 841. } BRINDAMOUR,
épouse séparée de biens de Joseph-Louis Carrier,
rentier, tous deux de la cité de Québec, et ce der-
nier mis-en-cause pour autoriser sadite épouse;
contre DAME CORDELIA SAINDON, épouse
contractuellement séparée de biens de Wenceslas
Lacroix, médecin, tous deux de Shawinigan-Falls,
district de Trois-Rivières, et ce dernier mis-en-
cause pour autoriser sadite épouse, à savoir:

Le lot No 244 (deux cent quarante-quatre)
du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch,
de la cité de Québec, étant un terrain situé sur
le côté ouest de la rue Dorchester—avec les bâ-
tisses dessus construites, circonstances et dépen-
dances; et aussi les droits dans un passage mi-
troyen entre ce lot et le lot voisin, portant le No
243 du même cadastre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le DIXIEME jour de MARS prochain,
à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Québec, 2 février 1922. CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 4 février 1922]

[Deuxième publication, 18 février 1922]

541—5-2

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } LA CITE DE LEVIS;
No 502. } contre LOUIS-JOSEPH
FUGERE, de la cité de Québec, à savoir:

1. Le lot No 41 (quarante-un) du cadastre
officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité
de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue
Wolfe—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances;

2. Le lot No 54 (cinquante-quatre) du cadastre
officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité
de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue
Désiel—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, cité de
Lévis, le SEPTIEME jour de MARS prochain,
à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 2 février 1922.

[Première publication, 4 février 1922]

[Deuxième publication, 18 février 1922]

539—5-2

ROBERVAL

Cour supérieure.

Province de Québec. } J.-WELLIE GAGNON,
District de Roberval. } J. marchand, de Jon-
No 2667, à savoir: } quères, demandeur; vs
ESDRAS St. PIERRE, du Lac Bouchette, dé-
fendeur.

a. Un emplacement situé en la paroisse de
Saint-Thomas-d'Aquin, connu et désigné sous le
numéro treize-K (No 13-K), du cinquième rang
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
canton Dablon, mesurant cinq perches de front

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAME PHILOMENE
No. 841. } BRINDAMOUR,
wife separated as to property of Joseph Louis
Carrier, annuitant, both of the city of Quebec,
and the latter *mis-en-cause* to authorize his said
wife; against DAME CORDELIA SAINDON,
wife contractually separated as to property of
Wenceslas Lacroix, physician, both of Shawini-
gan Falls, district of Three Rivers, and the latter
mis-en-cause to authorize his said wife, to wit:

The lot No. 244 (two hundred and forty four)
of the official cadastre for Saint Roch ward, of
the city of Quebec, being a lot of land situate on
the west side of Dorchester street—with the
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies; and also with the rights in a com-
mon passage between this lot and the neigh-
bouring lot, bearing the No. 243 of the same ca-
dastre.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the TENTH day of MARCH next, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Quebec, 2nd February, 1922.

Sheriff.

[First publication, 4th February, 1922]

[Second publication, 18th February, 1922]

542—5-2

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF LEVIS;
No. 502. } against LOUIS JOSEPH
FUGERE, of the city of Québec, to wit:

1. The lot No. 41 (forty one) of the official
cadastre for Notre-Dame ward, of the city of
Levis, being an emplacement situate on Wolfe
street—with the buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies;

2. The lot No. 54 (fifty four) of the official
cadastre for Notre-Dame ward, of the city of
Levis, being an emplacement situate on Désiel
street—circumstances and dependencies.

To be sold en bloc.

To be sold at the church door of the parish of
Notre-Dame-de-la-Victoire, city of Lévis, on the
SEVENTH day of MARCH next, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 2nd February, 1922.

[First publication, 4th February, 1922]

[Second publication, 18th February, 1922]

540—5-2

ROBERVAL

Superior Court.

Province of Québec. } J. WELLIE GAGNON,
District of Roberval. } J. marchand, of Jon-
No. 2667, to wit: } quères, plaintiff; vs
ESDRAS St. PIERRE, of Lac Bouchette,
defendant.

a. An emplacement situate in the parish of
Saint-Thomas-d'Aquin, known and designated
under the number thirteen-K (No. 13-K) of the
fifth range, on the official cadastral plan and book
of reference of the township of Dablon, measuring

sur cinq perches de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

b. Un terrain contigu à celui ci-dessus décrit, faisant partie des lots connus et désignés sous les numéros treize-M et treize-N (pties 13-M et 13-N) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dudit canton Dablon; borné en front à l'est au terrain ci-dessus en premier lieu décrit, en profondeur à l'ouest au terrain de Henri Dumais; tenant au nord au terrain de Edouard Drolet, Joseph Bouchard et Alfred Vandal et au sud au terrain de la fabrique—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

c. Un terrain comprenant tout le lot numéro treize et les trois-quarts nord du lot numéro quatorze (Nos 13 et $\frac{3}{4}$ N-14) du sixième rang de la subdivision primitive du canton Dablon, maintenant connu et désigné comme étant les lots numéros treize et quatorze-A et la partie nord du lot numéro quatorze-B (Nos 13 et 14-A et ptie N. 14-B) du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Dablon—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette) district de Roberval, JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS prochain (1922), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Roberval, 31 janvier 1922. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, 4 février 1922]
527—5-2

five perches in front by five perches in depth—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

b. A piece of land contiguous to the one above described, forming part of the lots known and designated under the numbers thirteen-M and thirteen-N (parts 13-M and 13-N) of the fifth range, on the official cadastral plan and book of reference of the aforesaid township of Dablon; bounded in front to the east by the land firstly above described, in depth to the west by the land of Henri Dumais, on the north by the land of Edouard Drolet, Joseph Bouchard and Alfred Vandal, and on the south by the land of the Fabrique—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

c. A piece of land comprising the whole of lot number thirteen and the north three quarters of the lot number fourteen (Nos 13 and N. $\frac{3}{4}$ -14) of the sixth range of the original subdivision of the township of Dablon, now known and designated as being the lots numbers thirteen and fourteen-A and the north part of the lot number fourteen-B (Nos 13, 14-A and N. part 14-B) of the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dablon—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), district of Roberval, on THURSDAY, the NINTH day of MARCH next (1922), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 31st January, 1922. Sheriff.
[First publication, 4th February, 1922]
528—5-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH GAGNON,
District de Roberval, } industriel, de Saint-
No 2901, à savoir: } François-de-Sales, de-
mandeur; vs LOUIS BOUCHARD, du même
lieu, défendeur.

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-François-de-Sales, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro neuf-A (Ptie No 9-A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Dequen et mesurant cent quatre-vingts pieds de front au chemin public sur cent dix pieds de profondeur; borné comme suit: à l'ouest à un point situé à soixante pieds de la ligne de division qui sépare ledit lot numéro neuf-A du terrain appartenant à sieur Joseph Imbeau, à l'est et au sud au résidu dudit lot numéro neuf-A et au nord au chemin public—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-de-Sales, district de Roberval, MARDI, le SEPTIÈME jour de MARS prochain (1922), à UNE HEURE TRENTE de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Roberval, 31 janvier 1922. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, 4 février 1922]
525—5-2

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH GAGNON,
District of Roberval, } manufacturer, of
No. 2901, to wit: } Saint - François - de-
Sales, plaintiff; vs LOUIS BOUCHARD, of the
same place defendant.

That certain lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-François-de-Sales, forming part of the lot of land now known and designated under the number nine-A (part No. 9-A) of the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Dequen and measuring one hundred and eighty feet in front, on the public road, by one hundred and ten feet in depth; bounded as follows: on the west at a point situate at a distance of sixty feet from the divisional line which divides the lot number nine-A from the land belonging to Joseph Imbeau, on the east and south by the residue of the said lot number nine-A and on the north by the public road—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François-de-Sales, district of Roberval, on TUESDAY, the SEVENTH day of MARCH next (1922), at HALF PAST ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 31st January, 1922. Sheriff.
[First publication, 4th February, 1922]
526—5-2

SAINT-HYACINTHE

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir:) CESAIRE ST.
No 931.) PIERRE, de-
mandeur; contre CHARLES PARENT, défendeur.

1. Un morceau de terre sis et situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le rang Saint-Charles, de la contenance d'environ deux arpents et demi de terre en superficie, plus ou moins, de forme à peu près triangulaire borné au nord par Césaire St. Pierre, au sud et à l'est par la rivière et à l'ouest par les représentants James Olmstead, la ligne entre Césaire St. Pierre et Antoine Brouillette ou représentants, se continuant en ligne droite jusqu'à la rivière;

2. Un morceau de terre sis et situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, sur le chemin appelé "La Montée de Casimir", de la contenance d'environ trente arpents de terre en superficie, plus ou moins, étant le numéro quatre cent soixante-deux (462) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec et y compris la digue de moulin;

3. Un lot de terre sis et situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, portant autrefois le No 55 du rang Casimir, contenant environ soixante-huit acres de terre en superficie, plus ou moins, connu et désigné actuellement sous le lot numéro trois cent dix-neuf (319), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec bâtisses y érigées;

4. Un terrain sis et situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le rang Casimir, composé des lots de terre numéros 1892 et 1893 du terrier de la seigneurie de Saint-Hyacinthe; ledit terrain marqué A;

5. Un autre morceau de terrain sis et situé en la dite paroisse de l'Ange-Gardien, dans le rang Casimir, de la contenance de quatre arpents de terre en superficie, plus ou moins; à distraire ou réserver le pouvoir d'eau sur la rivière, ainsi qu'un passage ou chemin nécessaire pour l'utiliser; ce terrain marqué B, lesdits terrains marqués A, 4° et B, 5° aujourd'hui connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, sous le numéro trois cent dix-huit (318).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, MERCREDI, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif.
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 11 janvier 1922.

[Première publication, 14 janvier 1922]
205—2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit:) CESAIRE ST.
No. 931.) PIERRE,
plaintiff; against CHARLES PARENT, defend-
ant.

1. A piece of ground situate in the parish of l'Ange-Gardien, in Saint-Charles range, containing about two arpents and a half in superficie, more or less, nearly on triangular form; bounded on the north side by Cesaire St. Pierre, at the south and east side by the river, and on the west by James Olmstead representatives, the line between Cesaire St. Pierre and Antoine Brouillette or representatives going in right line as far as river.

2. A piece of ground situate in the parish of l'Ange-Gardien, on the road called "La Montée de Casimir", containing about thirty arpents in superficie, more or less, being number four hundred and sixty two (462) on the official plan and book of reference of the said parish—with and comprising the dam mill;

3. A lot situate in the parish of l'Ange-Gardien, formerly bearing No 55 on Casimir range, containing about sixty eight acres in superficies, more or less, now known and designated under lot number three hundred and nineteen (319) on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected;

4. A piece of ground situate in the parish of l'Ange-Gardien, on Casimir range, and formed with lots numbers 1892 and 1893 on the terrier of the Saint-Hyacinthe seignicry; said piece of ground marked A.

5. Another piece of ground situate in the parish of l'Ange-Gardien, containing four arpents in superficie; more or less to withdraw or reserve the water power on the river, and the necessary passage or way for using it; that piece of ground marked B, said pieces of ground marked A, 4° and B, 5° now known and designated on the official plan and book of reference of said parish, under number three hundred and eighteen (318).

To be sold at the parochial church door of l'Ange-Gardien, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of FEBRUARY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. JOS.-L. CORMIER,
Saint-Hyacinthe, January 11th, 1922. Sheriff.

[First publication, 14th January, 1922]

206—2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir:) LA BANQUE
No 955.) NATIONALE,
LE, demanderesse; contre ADELARD DION ET JOSEPH DION, défendeurs.

Comme appartenant audit Adélard Dion :

1. Un emplacement sis et situé sur la rue Saint-Michel, en la cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cinquante pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-seize (176) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité—avec les bâtisses y érigées;

2. Un emplacement sis et situé sur la rue Notre-

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit:) LABANQUENA-
No. 955.) TIONALE,
plaintiff; against ADELARD DION and JOSEPH DION, defendants.

As belonging to the said Adélard Dion:

1. An emplacement situate on Saint-Michel street, in the city of Saint-Hyacinthe, containing fifty feet in width by eighty feet in depth, the whole more or less, known and designated as being lot number one hundred and seventy six (176) on the official plan and book of reference of the said city—with buildings thereon erected;

2. An emplacement situate on Notre-Dame

Dame, quartier No 5, en la cité de Saint-Hyacinthe, étant les numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante-six (446) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance chacun de cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses y érigées; à distraire desdits numéros une lisière de terre prise au front pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant acte de vente enregistré sous le No 53077;

3. Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, sur le chemin du Petit Rang, ayant une superficie d'un demi arpent carré, et faisant partie du lot numéro douze cent vingt-quatre (p. 1224) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, étant le coin nord-ouest dudit lot et borné comme suit: en front au nord, le chemin du Petit Rang, à l'ouest à la ligne de division entre les Nos 1225 et 1224, à l'est et au sud au résidu dudit lot numéro 1224—avec une fromagerie et autres bâtisses y érigées, ainsi que toutes les machines, machineries, outils et accessoires servant à l'exploitation de ladite fromagerie.

Et comme appartenant audit Joseph Dion:

1. Un emplacement sis et situé sur la rue Notre Dame, du côté nord-ouest, en la cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de large sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure française, connu et désigné comme étant les numéros quatre cent quatre-vingt-cinq (485) et quatre cent quatre-vingt-sept (487) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées; à distraire une lisière de terrain vendue à la cité de Saint-Hyacinthe pour l'élargissement de ladite rue Notre-Dame, suivant acte de vente enregistré sous le No 32870;

2. Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Hyacinthe, sur le chemin sud de la rivière Yamaska, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-six (p. 86) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cent cinquante pieds de front sur la profondeur qu'il y a entre le chemin de front et la rivière Yamaska; tenant en front audit chemin de front, en profondeur ladite rivière Yamaska, d'un côté le numéro 85 et de l'autre côté une autre partie dudit numéro quatre-vingt-six—avec une fromagerie et autres bâtisses y érigées, ainsi que toutes les machines, machineries, outils et accessoires servant à l'exploitation de ladite fabrique et se trouvant dans ses dépendances.

Pour être vendus, les deux immeubles appartenant audit Adélar Dion et décrits aux paragraphes un et deux de cet avis, ainsi que l'immeuble appartenant audit Joseph Dion et décrit au premier paragraphe de cet avis, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le QUATORZIEME jour de FÉVRIER prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi; l'immeuble appartenant audit Joseph Dion et décrit au second paragraphe de cet avis, sera vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyacinthe, le même jour, à UNE heure de l'après-midi; l'immeuble appartenant audit Adélar Dion et décrit au paragraphe trois de cet avis, sera vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, le même jour, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, ce 7 janvier 1922.

[Première publication, 14 janvier 1922]

133—2-2

street, ward No. 5, in the city of Saint-Hyacinthe, being numbers four hundred and forty four (444) and four hundred and forty six (446) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe, containing fifty feet in width each of ninety feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected; to withdraw from said numbers a strip of land to be taken at the front for enlarging the Notre-Dame street, by a deed of sale registered under No. 53077;

3. A piece of ground situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, on the Petit Rang road, containing a superficie of half an arpent square, and being a part of lot number twelve hundred and twenty four (p. 1224) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe, being the north west corner of said lot and bounded as follows: on the north side at front by the Petit Rang road, on the west side by the division line between Nos 1225 and 1224, at the east and south side the residue of said lot number 1224—with a cheese factory and other buildings thereon erected, with all the machineries, implements and accessories used for said factory.

And as belonging to the said Joseph Dion:

1. An emplacement situate on Notre-Dame street, in the city of Saint-Hyacinthe, on the north-west side, containing ninety feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, trench measure, known and designated as being numbers four hundred and eighty five (485) and four hundred and eighty seven (487) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe—with buildings thereon erected; to withdraw a strip of land sold to the city of Saint-Hyacinthe for enlarging the Notre-Dame street, by a deed of sale registered under No. 32870;

2. A piece of ground situate in the parish of Saint-Hyacinthe, on the south road of Yamaska river, known and designated as being a part of lot number eighty six (p. 86) on the official plan and book of reference of said parish of Saint-Hyacinthe, containing one hundred and fifty feet in front by the depth from the front road to the Yamaska river; bounded in front by the said road, in depth the Yamaska river, on one side number 85 and on the other side the other part of said number eighty six—with a cheese factory and other buildings thereon erected, with all the machineries, implements and accessories used for said factory and being in the dependencies.

To be sold, the immoveables belonging to the said Adélar Dion and described at the first and second paragraphs of said notice, with the immovable belonging to the said Joseph Dion and described at the first paragraph of same notice, at the sheriff's office, at the Court house, in the city of Saint-Hyacinthe, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon; the immovable belonging to the said Joseph Dion and described at the second paragraph will be sold at the parochial church door of Saint-Hyacinthe, on the same day, at ONE o'clock in the afternoon; the immovable belonging to the said Adélar Dion and described at the third paragraph, will be sold at the parochial church door of Saint-Thomas-d'Aquin, on the same day, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JOS. L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, January 7th, 1922. Sheriff.

[First publication, 14th January, 1922]

134—2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } **CLEMENT AL-**
 No 947. } **LAIRE,** de-
 mandeur; contre **FABIEN BEAUCHEMIN,** dé-
 fendeur.

Un emplacement sis et situé au village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, ayant front sur la rue Centrale, contenant quatre-vingt-dix pieds de front, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a à partir de ladite rue Centrale à aller à la rue Saint-Thomas, connu et désigné aux planet livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, comme étant le lot numéro cent seize (116) et la partie du lot numéro cent dix-sept (p. 117), de la même largeur que le lot numéro 116, soit quatre-vingt-dix pieds depuis le lot numéro cent seize jusqu'à ladite rue Saint-Thomas; ledit emplacement renfermé dans les bornes suivantes: en front la rue Centrale, à la profondeur la rue Saint-Thomas, d'un côté au sud-est au No 120, appartenant à Laurent Laliberté ainsi qu'au résidu du lot numéro cent dix-sept et du côté nord-ouest les numéros 109 et 111, appartenant à Clément Allaire—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Saint-Joseph, **MARDI**, le **QUATORZIEME** jour de **FEVRIER** prochain (1922), à **DIX** heures de l'avant-midi.
 Bureau du shérif.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 7 janvier 1922.

[Première publication, 14 janvier 1922]
 135—2—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe, to wit: } **CLEMENT AL-**
 No. 947. } **LAIRE,** plain-
 tiff; against **FABIEN BEAUCHEMIN,** defend-
 ant.

An emplacement situate in the village of Saint-Joseph, district of Saint-Hyacinthe, fronting on Central street, containing ninety feet in front, english measure, by the depth from the Central street to Saint-Thomas street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, as being lot number one hundred and sixteen (116) and the part of lot number one hundred and seventeen (p. 117), of the same width as for lot number 116, say ninety feet from lot number 116 to Saint-Thomas street; the said emplacement bounded in front by the Central street, in depth by Saint-Thomas street, on the south east side by No. 120, belonging to Laurent Laliberté and by the residue of lot No 117, and on the north west side by Nos 109 and 111, belonging to Clément Allaire—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Saint-Joseph, on **TUESDAY**, the **FOUR-** day of **FEBRUARY** next (1922), at **TEN** o'clock **TEENTH** in the forenoon.
 Sheriff's office. **JOS. L. CORMIER,**
 Saint-Hyacinthe, January 7th, 1922. Sheriff.

[First publication, 14th January, 1922]
 136—2—2

Département du trésor**Treasury Department***Avis de liquidation.**Winding-up notice.*

Avis est par le présent donné, sous l'autorité de l'honorable trésorier de la province, par l'inspecteur des sociétés de secours mutuels, que le permis du "Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association", de Hornell, N. Y., a été annulé; que ses contrats avec ses sociétaires prendront fin le 18 février 1922; et que le 21 mars 1922, ledit inspecteur demandera à la Cour supérieure du district de Bedford, siégeant à Sweetsburg, Qué., à 10 heures du matin, de nommer William Francis Bowles, éer., de Cowansville, Qué., liquidateur pour liquider ses affaires, selon la loi.

Notice is hereby given, under the authority of the Honourable the Provincial Treasurer, by the inspector of mutual benefit associations, that the license of the "Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association", of Hornell, N. Y., has been cancelled; that its contracts with its members shall terminate on the 18th of February, 1922; and that on the 21st day of March, 1922, the said inspector will petition the Superior Court of the district of Bedford sitting at Sweetsburg, Quebec, at the hour of 10 o'clock in the morning, for the appointment of William Francis Bowles, Esq. of Cowansville, Quebec, as liquidator to wind up its affairs in the manner provided by law.

L'avocat de l'inspecteur des sociétés
 de secours mutuels,
 533—5—2 **R. F. STOCKWELL.**

R. F. STOCKWELL,
 Attorney for the Inspector of Mutual
 534—5—2 **Benefit Association.**

Avis est par le présent donné que "The Dominion Life Assurance Company" a été enregistrée, pour faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie le et après le deuxième jour de février 1922.

Notice is hereby given that "The Dominion Life Assurance Company" has been registered, to transact within the Province of Quebec, the business of life insurance on and after the second day of February, 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont: L. W. O'Donnell, 234 rue Saint-Jacques, Montréal.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: L. W. O'Donnell, 234 Saint James street, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de février 1922.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this second day of February, 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
 Le surintendant des assurances,

For the Treasurer of the Province of Quebec,
 Superintendent of Insurance,

F. L. MONCK.
 Branche des assurances,
 Département du trésor, Québec. 549—5—2

F. L. MONCK,
 Insurance Branch,
 Treasury Department, Quebec. 550—5—2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Méridi, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
543-5-5 ASSELIN & SIMARD.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Méridi, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,
544-5-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
551-5-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to property of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
552-5-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
547-5-5 ERNEST CHARETTE.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in separation from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,
548-5-5 Solicitor for plaintiff.

ERRATUM

ERRATUM

Re : "Proclamation Saint-David-d'Estecourt" à la page 337 de la *Gazette officielle de Québec* du 4 février 1922, aux numéros 479-480, lisez : "Saint-David-d'Estecourt", au lieu de "Saint-David-d'Escourt", partout où il apparaît dans ladite proclamation.

Re : "Proclamation Saint-David-d'Estecourt" on page 337 of the *Quebec Official Gazette* of the 4th of February, 1922, numbers 479-480, read "Saint-David-d'Estecourt", instead of "Saint-David-d'Escourt", wherever the name appears in the said proclamation.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 5.

Index of the Quebec Official Gazette, No 5.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beguin vs VanKoolengen.....	359
" Bélanger vs Paquet.....	360
" Byrd vs Dyson.....	359
" Chamberland vs Gagnon.....	377
" Coutu vs Roberge.....	358
" Currier vs Campeau.....	358
" Gosselin vs Lessard.....	359
" Hirtz vs Knoff.....	358
" Kouri vs Jazzar.....	359
" Mercil vs Papineau.....	359
" Millberg vs Melden.....	360

Dme Beguin vs VanKoolengen.....	359
" Bélanger vs Paquet.....	360
" Byrd vs Dyson.....	359
" Chamberland vs Gagnon.....	377
" Coutu vs Roberge.....	358
" Currier vs Campeau.....	358
" Gosselin vs Lessard.....	359
" Hirtz vs Knoff.....	358
" Kouri vs Jazzar.....	359
" Mercil vs Papineau.....	359
" Millberg vs Melden.....	360

Dme Pow vs Hutchins.....	358	Dme Pow vs Hutchins.....	358
“ Shapiro vs Levin.....	360	“ Shapiro vs Levin.....	360
“ Thibodeau vs Roy.....	377	“ Thibodeau vs Roy.....	377
“ Vallée vs Labbé.....	360	“ Vallée vs Labbé.....	360
ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—	
Dame Champagne vs Cloutier.....	377	Dame Champagne vs Cloutier.....	377
ANNONCEURS :—Avis aux :—	331	ADVERTISERS :—Notice to :—	331
ARRÊTÉ EN CONSEIL :—		ORDER IN COUNCIL :—	
Paroisse Saint-Amable.....	332	Parish Saint-Amable.....	332
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Gosselin, Joseph.....	360	Gosselin, Joseph.....	360
Montreal Tramways Company.....	361	Montreal Tramways Company.....	361
BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL—AVIS :		PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT—NOTICE :	
Demande d'application pour bills privés..	342	Notice of application for Private Bills..	342
CHARTRE—ABANDON DE :—		CHARTER—SURRENDER OF :—	
Citadel Leather Company, Limited....	361	Citadel Leather Company, Limited....	361
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—	
African Methodist Episcopal Church....	353	African Methodist Episcopal Church....	353
Berthiaume, Eugène.....	354	Berthiaume, Eugène.....	354
Cité de Verdun.....	353	City of Verdun.....	353
Dance, James.....	352	Dance, James.....	352
Eakin, William R. <i>et al.</i>	355	Eakin, William R. <i>et al.</i>	355
La cité de Verdun.....	353	The city of Verdun.....	353
L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, ltée	352	The St-Maurice Cold Storage, Lt'd....	352
Montreal Public Service Corporation...	355	Montreal Public Service Corporation...	355
Paroisse Larouche.....	353	Parish Larouche.....	353
Saint Francis Valley Railway Company	352	Saint Francis Valley Railway Company	352
The Canadian Light and Power Co....	355	The Canadian Light and Power Co....	355
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION —	
Municipalité scolaire du village de Templeton.....	356	School municipality of the village of Templeton.....	356
Municipalité Saint-François-Regis.....	356	Municipality Saint-François-Regis.....	356
Saint-Christophe.....	356	Saint-Christophe.....	356
Saint-Jean-l'Évangéliste.....	356	Saint-Jean-l'Évangéliste.....	356
Ville LaSalle à Saints-Anges-de-Lachine.	356	Town LaSalle to Saints-Anges-de-Lachine	356
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—	
Canton de Chilton.....	356	Township of Chilton.....	356
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Bernard-de-Michaudville.....	358	Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Bernard-de-Michaudville.....	358
Dominion Life Assurance Co.....	376	Dominion Life Assurance Company.....	376
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile.....	357	La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile.....	357
St-Patrick's Mutual Benefit Association of Quebec.....	357	St-Patrick's Mutual Benefit Association of Quebec.....	357
Subscribers at Individual Underwriters..	357	Subscribers at Individual Underwriters..	357
Subscribers at New-York Underwriters..	357	Subscribers at New-York Underwriters..	357
Supreme Council of Catholic Mutual Benefit Association of Hornell.....	376	Supreme Council of Catholic Mutual Benefit Association of Hornell.....	376
ERRATUM :—		ERRATUM :—	
Proclamation Saint-David-d'Estcourt à la page 337 de la <i>Gazette Officielle de</i>		Proclamation Saint-David-d'Estcourt on page 337 of the <i>Quebec Official Gazette</i>	

Québec du 4 février 1922, aux numéros 479-480, lisez : Saint-David-d'Estcourt, au lieu de Saint-David-d'Es-court..... 377

of the 4th of February, 1922, numbers 479-480, read Saint-David-d'Estcourt, instead of Saint-David-d'Es-court.... 377

LETTRES PATENTES :—

Carmon Investment Corporation.....	349
La Compagnie d'autobus de Charles-bourg, Itée.....	346
McNiece & Orchard, Limited.....	347
National Dairy, Limited.....	348
Old Vaults Company, Lt'd.....	345
Parfumerie Léopâtre, Itée.....	351
The Lefroy Company, Limited.....	342
W. L. Hogg Company.....	344

LETTERS PATENT :—

Carmon Investment Corporation.....	349
La Compagnie d'autobus de Charles-bourg, Itée.....	346
McNiece & Orchard, Limited.....	347
National Dairy, Limited.....	348
Old Vaults Company, Lt'd.....	345
Parfumerie Léopâtre, Itée.....	351
The Lefroy Company, Limited.....	342
W. L. Hogg Company.....	344

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de M. Joseph Sirois.....	361
------------------------------------	-----

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Mr. Joseph Sirois.....	361
------------------------------------	-----

NOMINATIONS :—

Cour des commissaires: Canton de Eaton	332
Juges de paix: Districts Trois-Rivières, Nicolet, Bedford.....	332

APPOINTMENTS :—

Commissioners Court: Township of Eaton	332
Justices of the peace: Districts Three Rivers, Nicolet, Bedford.....	332

ORDRE DE COUR :—

Guertin vs Laramée.....	362
-------------------------	-----

RULE OF COURT :—

Guertin vs Laramée.....	362
-------------------------	-----

PROCLAMATIONS :—

La municipalité du village de Manseau..	340
Municipalité Rivière Boyer.....	333
Municipalité du village de Kings-ey-Falls.	337
Paroisse Saint-David-d'Estcourt.....	335
Paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc.....	335
Pont Scott.....	339

PROCLAMATIONS :—

The municipality of the village of Manseau.....	340
Municipality Rivière Boyer.....	333
Municipality of the village of Kings-ey Falls.....	337
Parish Saint-David-d'Estcourt.....	335
Parish of Sainte-Jeanne-d'Arc.....	335
Scott's Bridge.....	339

SOUMISSIONS :—

Cité des Trois-Rivières.....	362
Cité de Westmount.....	363
Corporation de la ville de Montréal-Sud.	300

TENDERS :—

City of Three Rivers.....	362
City of Westmount.....	363
Corporation of the town of Montreal-South.....	300

VENTE—LOI DE FAILLITE :—

Bergevin, Edouard.....	364
Thibault, Fabien.....	363

SALE—BANKRUPTCY ACT :—

Bergevin, Edouard.....	364
Thibault, Fabien.....	363

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES: Comtés de :—

Gaspé, No 1.....	365
Lévis.....	364
Ville de Magog.....	365

SALE FOR MUNICIPAL TAXES: Counties of:—

Gaspé, No 1.....	365
Lévis.....	364
Town of Magog.....	365

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

ARTHABASKA :—

Grenier vs St-Pierre.....	366
Pratte vs Tanguay.....	366

Grenier vs St-Pierre.....	366
Pratte vs Tanguay.....	366

BEDFORD :—

BEDFORD :—

Talbot vs Potier.....	367
-----------------------	-----

Talbot vs Potier.....	367
-----------------------	-----

CHICOUTIMI :—

CHICOUTIMI :—

Tremblay vs Boudreault.....	367
-----------------------------	-----

Tremblay vs Boudreault.....	367
-----------------------------	-----

KAMOURASKA :—

Potvin vs Larochelle..... 368

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau..... 368

MONTRÉAL :—

Les commissaires d'écoles de la cité de
Verdun vs Wedgewood Park Com-
pany, Limited..... 370

Mireault vs Stanger..... 369

Shearer (Dme) *et al* vs City Development
Company..... 369

QUÉBEC :—

Brindamour (Dme) vs Dme Saindon.... 372

La cité de Lévis vs Fugère..... 372

ROBERVAL :—

Gagnon vs Bouchard..... 373

Gagnon vs St-Pierre..... 372

SAINT-HYACINTHE :—

Allaire vs Beauchemin..... 376

La Banque Nationale vs Dion *et al*..... 374

St-Pierre vs Parent..... 374

KAMOURASKA :—

Potvin vs Larochelle..... 368

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau..... 368

MONTREAL :—

The school commissioners of the city of
Verdun vs Wedgewood Park Company,
Limited..... 370

Mireault vs Stanger..... 369

Shearer (Dme) *et al* vs City Development
Company..... 369

QUEBEC :—

Brindamour (Dme) vs Dme Saindon.... 372

The city of Levis vs Fugère..... 372

ROBERVAL :—

Gagnon vs Bouchard..... 373

Gagnon vs St-Pierre..... 372

SAINT HYACINTHE :—

Allaire vs Beauchemin..... 376

La Banque Nationale vs Dion *et al*..... 374

St-Pierre vs Parent..... 374